



CHAPITRE 93

LOI CONCERNANT LES TERRES ET LES FORÊTS PUBLIQUES

CHAPTER 93

AN ACT RESPECTING PUBLIC LANDS AND FORESTS

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des terres et forêts*. S. R. 1925, c. 44, a. 1.

1. This act may be cited as the *Lands and Forests Act*. R. S. 1925, c. 44, s. 1. Short title.

Exécution.

2. Le ministre des terres et forêts est chargé de l'exécution de la présente loi. S. R. 1925, c. 44, a. 2.

2. The Minister of Lands and Forests shall have charge of the carrying out of this act. R. S. 1925, c. 44, s. 2. Carrying out of act.

PREMIÈRE PARTIE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

"Terres
publi-
ques".

3. Les mots "terres publiques" sont censés s'appliquer aux terres ci-devant désignées ou connues sous le nom de "terres de la couronne", ou "terres du clergé"; lesquelles désignations continuent à exister pour les fins administratives.

Biens des
Jésuites,
etc.

Les biens faisant partie du domaine public et désignés comme "biens des jésuites", "domaine de la couronne", et "seigneurie de Lauzon", sont sous le contrôle direct du département des terres et forêts, et, en tant qu'il est praticable, les dispositions de la présente loi et de toute loi sur des matières qui relèvent du département des terres et forêts s'appliquent à ces biens, et tous actes, titres, contrats et autres documents relatifs à ces biens, exécutés par le département, sont censés bons et valides en loi à tous égards. S. R. 1925, c. 44, aa. 3-4.

Arrêtés
ministé-
riels.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut passer les arrêtés nécessaires pour mettre à effet les dispositions de la pré-

PART I

GENERAL PROVISIONS

3. The term "public lands" shall apply to lands heretofore designated or known as "Crown lands" and "clergy lands"; which designation for the purposes of administration shall still continue. "Public lands".

The estates forming part of the public domain, known as the "Jesuits' Estates", "Crown Domain" and "Seigniorie of Lauzon", shall be under the direct control of the Department of Lands and Forests, and the provisions of this act and of any act respecting matters having to do with the Department of Lands and Forests, in so far as practicable, shall apply to the said estates; and all deeds, titles, contracts, and other documents relating to them, made and executed by the said Department, shall be good and valid in law, to all intents and purposes. R. S. 1925, c. 44, ss. 3-4. Jesuits' Estates, etc.

4. The Lieutenant-Governor in Council may pass such orders as are necessary to carry out the provisions of this act, or Orders-in-Council.

sente loi, suivant leur vrai sens, ou dans le but de pourvoir aux cas qui peuvent se présenter, et pour lesquels il n'est pas établi de dispositions par la présente loi.

to meet cases which may arise and for which no provision is made thereby.

Droits de coupe différents.

Sans restreindre les pouvoirs que les lois de la province en vigueur le 20 avril 1934, confèrent au lieutenant-gouverneur en conseil, celui-ci peut établir, quant aux comtés de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure et Charlevoix-Saguenay des droits de coupe ou de rentes foncières différentes de ceux qui sont en vigueur dans le reste de la province. S. R. 1925, c. 44, a. 5; 24 Geo. V, c. 19, a. 1.

Without restricting the powers which the laws of the Province in force on the 20th of April, 1934, grant to the Lieutenant-Governor in Council, the latter may establish, with respect to the counties of Gaspé-North, Gaspé-South, Bonaventure and Charlevoix-Saguenay, stumpage dues or ground rents different from those which are in force in the remainder of the Province. R. S. 1925, c. 44, s. 5; 24 Geo. V, c. 19, s. 1.

Different stumpage dues, etc.

Réduction de droits de coupe.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des terres et forêts à accorder une réduction de droits de coupe aux concessionnaires qui effectuent, sous la direction d'ingénieurs forestiers, des travaux ou améliorations suivant les données de la sylviculture pour assurer un meilleur aménagement et une exploitation plus rationnelle de la forêt. La réduction consentie ne doit pas dépasser le coût de la main d'œuvre technique employée à exécuter de tels travaux ou améliorations. S. R. 1925, c. 44, a. 5a; 5 Geo. VI, c. 25, a. 1.

5. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Lands and Forests to grant a reduction in stumpage dues to timber-limit holders who carry out, under the direction of forestry engineers, work or improvements according to sylvicultural data to ensure better planning of operations and more rational working of the forest. The reduction granted must not exceed the cost of the technical labour employed in carrying out such work or improvements. R. S. 1925, c. 44, s. 5a; 5 Geo. VI, c. 25, s. 1.

Reduction in dues.

Publication des arrêtés.

6. Ces arrêtés sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec* et dans les journaux que le ministre indique, et sont déposés devant la Législature dans les dix premiers jours de la session, suivant leurs dates respectives.

6. Such orders shall be published in the *Quebec Official Gazette* and in such newspapers as the Minister may direct, and shall be laid before the Legislature within the first ten days of the session next after the date thereof.

Orders published.

Arrêtés.

Ces arrêtés ne doivent pas être incompatibles avec la présente loi ni avec la Loi du département des terres et forêts (chap. 92), excepté que les pouvoirs donnés par ces lois au ministre peuvent être exercés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et sont sujets à tout arrêté en conseil les réglementant ou les affectant. S. R. 1925, c. 44, a. 6.

No such order shall be inconsistent with this act nor with the Department of Lands and Forests Act (Chap. 92), save that the powers, given by such acts to the Minister may be exercised by the Lieutenant-Governor in Council and shall be subject to any order-in-council regulating or affecting the same. R. S. 1925, c. 44, s. 6.

Orders.

Affidavits.

7. Tout affidavit requis en vertu de la présente loi, ou que l'on veut produire, relativement à quelque réclamation, affaire ou transaction, dans le département des terres et forêts, peut être pris devant un juge, le protonotaire ou le greffier de tout tribunal judiciaire, ou devant tout juge de paix ou tout commissaire autorisé

7. All affidavits required under this act, or intended to be used in reference to any claim, business or transaction in the Department of Lands and Forests, may be taken before any judge, or prothonotary or clerk, of any court, or any justice of the peace, or any commissioner for taking affidavits in any of the courts, or the

Affidavits.

à recevoir les affidavits devant tel tribunal, ou devant le ministre ou le sous-ministre, devant tout officier ou agent du ministre ou devant tout arpenteur juré chargé par le ministre de s'enquérir ou de faire une enquête ou un rapport dans les affaires soumises au ministre ou pendantes devant lui, ou, s'il est donné hors de la province, devant le maire ou le premier magistrat, ou le consul britannique dans toute cité, ville ou municipalité. S. R. 1925, c. 44, a. 7.

Minister or the Deputy Minister, or any officer or agent of the Minister, or any sworn land surveyor appointed by the Minister to inquire into or take evidence or report in any matter submitted to or pending before such Minister, or, if made outside the Province, before the mayor or chief magistrate of, or the British Consul, in, any city, town or other municipality. R. S. 1925, c. 44, s. 7.

Enquêtes.

8. Le ministre peut, par une commission sous sa signature, autoriser tout agent des terres, ou toute autre personne chargée de faire une enquête sur des matières et affaires relevant du département, à entendre des témoins sous serment. Cette commission peut être révoquée en tout temps par le ministre. S. R. 1925, c. 44, a. 8.

8. The Minister may, by a commission under his hand, authorize any Crown lands' agent or other person charged with making an inquiry into matters and things respecting the Department to hear witnesses under oath. Such commission may, at any time, be revoked by the Minister. R. S. 1925, c. 44, s. 8.

Annexion aux cantons adjacents.

9. Lorsqu'il se trouve une langue ou une petite étendue de terre, ou une île, qui n'est pas comprise dans l'arpentage et la description primitive d'un canton, et dont l'étendue est trop limitée pour former un canton distinct, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, annexer telle langue ou étendue de terre au canton auquel elle se trouve adjacente, ou en partie à un et en partie à un autre, de deux ou de plusieurs cantons auxquels elle est adjacente, selon qu'il peut le juger expédient; et, depuis et après le jour désigné à cette fin dans telle proclamation, ou à compter de sa date, s'il n'est pas fixé un autre jour à cette fin, l'étendue de terre annexée en vertu de cette proclamation à un canton en forme partie. S. R. 1925, c. 44, a. 9.

9. Whenever there is any gore or small tract of land or island, which is not included in the original survey and description of any township, and is of too limited extent to form a township by itself, the Lieutenant-Governor may, by proclamation, annex such gore or tract of land to any township, to which it is adjacent, or partly to one and partly to another of any two or more townships to which it is adjacent, as he deems expedient; and, from and after the day appointed in such proclamation, or from the date thereof, if no other day be therein appointed for the purpose, the tract of land thereby annexed to any township shall form part thereof. R. S. 1925, c. 44, s. 9.

Extraits des registres.

10. Les extraits des registres, documents, livres ou papiers appartenant au département ou qui y sont déposés, authentiqués par la signature du ministre ou du sous-ministre, sont reçus comme preuve valable dans tous les cas où tels registres, documents, livres ou papiers originaux peuvent servir de preuve. S. R. 1925, c. 44, a. 10.

10. Extracts from any records, documents, books or papers, belonging to or deposited in the Department, attested under the signature of the Minister or of the Deputy Minister, shall be competent evidence in all cases in which the original records, documents, books or papers would be evidence. R. S. 1925, c. 44, s. 10.

Défense à un agent d'acheter.

11. Aucun agent local pour la vente des terres publiques ne peut acheter, dans les limites de son agence, directement ni

11. No resident agent for the sale of public lands shall, within his agency, directly or indirectly, unless under an order Agent may not buy.

indirectement, à moins que ce ne soit par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil et pour une étendue n'excédant pas deux cents acres, aucune terre qu'il est chargé de vendre, ni devenir propriétaire ou acquéreur d'un intérêt dans telle terre pendant qu'il est ainsi agent, et tout tel achat ou acquisition est nulle. S. R. 1925, c. 44, a. 11.

Défense à un employé d'acheter.

12. Nulle autre personne, qui occupe une charge en vertu de la présente loi ou de la Loi du département des terres et forêts (chap. 92), ou est employée dans le département, ne peut acheter, directement, ni indirectement, à moins qu'elle n'y soit autorisée par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, pendant le temps qu'elle est ainsi en charge ou employée, aucun droit, titre ou intérêt dans une terre publique en son nom, ou par l'entremise ou au nom de toute autre personne pour et à son compte, ni prendre ou recevoir aucun honoraire ou profit dans le but de négocier ou de transiger quelque affaire se rattachant aux devoirs de sa charge ou de son emploi.

Peine.

Tout titre ou intérêt ainsi obtenu est nul et de nul effet, et toute personne qui contrevient au présent article ou à l'article 11, encourt la perte de sa charge ou de son emploi, et est passible d'une amende de quatre cents dollars, laquelle est recouvrable au moyen d'une action de dette par toute personne qui en poursuit le recouvrement. S. R. 1925, c. 44, a. 12.

Faux renseignements.

13. Si quelque agent nommé, répond ou fait répondre faussement et de mauvaise foi, à une personne qui s'adresse à lui, dans le but d'occuper ou d'acquérir quelque terre dans les limites de son agence ou de sa division, qu'elle est déjà occupée, assignée ou acquise, tel agent est en conséquence tenu de payer à la personne qui s'est ainsi adressée à lui, une somme de cinq dollars pour chaque acre de terre que la personne demandait à occuper ou à acquérir, et auquel elle avait droit, laquelle somme est recouvrable au moyen d'une action de dette devant tout tribunal d'archives ayant juridiction jusqu'à ce montant. S. R. 1925, c. 44, a. 13.

Peine.

of the Lieutenant-Governor in Council, which shall not be for more than two hundred acres, purchase any land which he is appointed to sell, or become proprietor of or interested in any such land, during the time of his agency, and any such purchase or acquiring of interest shall be void. R. S. 1925, c. 44, s. 11.

12. No other person holding an office under this act or the Department of Lands and Forests Act (Chap. 92) or employed in the Department shall, while holding such office or employment, unless under an order of the Lieutenant-Governor in Council, purchase, directly or indirectly, any right, title or interest in any public land, either in his own name, or through any other person, or in the name of any other person in trust for himself, or take or receive any fee or emolument for negotiating or transacting any business connected with his official duties. Employees may not buy.

Any title or interest thus obtained shall be null and void, and any person contravening this section or section 11, shall forfeit his office or employment and be liable to a penalty of four hundred dollars, to be recovered in an action of debt by any person suing for the same. R. S. 1925, c. 44, s. 12. Penalty.

13. Any agent knowingly and falsely informing or causing to be informed any person, applying to him to locate or purchase any land within his division or agency, that the same has already been located, assigned or purchased, shall be liable therefor to the person so applying, in the sum of five dollars for each acre of land which the person so applying offered and was entitled to locate or purchase, to be recovered by action of debt in any court of record having jurisdiction for that amount. R. S. 1925, c. 44, s. 13. False information. Penalty.

Refus de vendre.

14. Lorsqu'il semble à un agent que quelque terre dans son agence ou sa division, à sa disposition en vertu des règlements en vigueur pour être vendue, livrée ou mise sous permis d'occupation, devrait être retirée de la liste des terres ainsi disponibles dans cette agence ou division, il peut refuser provisoirement de permettre à toute personne lui en faisant la demande, d'acheter telle terre ou de lui donner un permis d'occupation. S. R. 1925, c. 44, a. 14.

14. Whenever it appears to any agent that any land within his agency or division, at his disposal under existing regulations to sell or locate or to put under license, should be withdrawn from the list of lands so disposable within his agency or division, such agent may provisionally refuse any application for the purchase of such land or for a license of occupation. R. S. 1925, c. 44, s. 14.

Agent may refuse to sell.

Défaut de faire rapport.

15. Si l'agent refuse ou néglige de faire rapport au ministre, dans les huit jours suivants, de ses raisons pour tel refus de vente, location ou permis d'occupation, suivant le cas, il est tenu, envers la personne qui en fait la demande, de lui payer pour chaque acre de terre qu'elle avait droit d'acheter, et qu'elle a offert d'acheter ou d'occuper par location ou permis, la somme de cinq dollars recouvrable par action de dette devant tout tribunal ayant juridiction pour ce montant. S. R. 1925, c. 44, a. 15.

15. Any such agent refusing or neglecting to report to the Minister, within eight days thereafter, his reasons for such refusal to sell, locate, or put under license, as the case may be, any such land, shall be liable therefor to the applicant in the sum of five dollars for each acre of land which such applicant offered and was entitled to locate or purchase or to have put under license to him, to be recovered by action of debt in any competent court of record. R. S. 1925, c. 44, s. 15.

Agent neglecting to report.

Penalty.

Peine.

Empêcher les enchères.

16. Quiconque, avant ou au moment de la vente publique d'une terre de la couronne, détourne ou empêche ou cherche à détourner ou à empêcher, par intimidation ou artifice, quelque personne d'enchérir sur les terres ainsi offertes en vente, ou de les acquérir, est, de même que ses aides et ses instigateurs, passible, pour chaque telle contravention, d'une amende n'excédant pas quatre cents dollars, ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux années, à la discrétion du tribunal. S. R. 1925, c. 44, a. 16.

16. Any person who, before or after the time of the public sale of any of the lands of the Province, by intimidation or artifice, hinders or prevents, or attempts to hinder or prevent, any person from bidding upon or purchasing any lands so offered for sale, and his aiders and abettors, shall, for every such offence, be liable to a fine of not more than four hundred dollars, or to imprisonment for not more than two years, in the discretion of the court. R. S. 1925, c. 44, s. 16.

Hindering bidders.

Penalty.

Peine.

Droit de passer sur terrains privés.

17. Le ministre ou tout officier du département des terres et forêts, et toute personne qui accompagne l'un d'eux ou qui est dûment autorisée par le ministre, peuvent entrer et passer sur toute propriété privée, s'il est nécessaire de le faire dans l'accomplissement de quelque devoir imposé par la présente loi. S. R. 1925, c. 44, a. 17.

17. The Minister or any officer of the Department of Lands and Forests, and every person accompanying any one of them or who is duly authorized by the Minister, may enter upon and pass over any private property, if necessary to do so in the performance of any duty imposed upon him by this act. R. S. 1925, c. 44, s. 17.

Right of entry.

DEUXIÈME PARTIE

DES TERRES PUBLIQUES

SECTION I

DE LA CONCESSION GRATUITE DES TERRES
PUBLIQUESConces-
sion gra-
tuite.

18. Excepté tel que prévu dans la présente loi et dans les lois concernant la colonisation, il ne doit être fait aucune concession gratuite de terres publiques. S. R. 1925, c. 44, a. 18.

Réclama-
tions de
terres.

19. Les réclamations de terres dérivant de la loi ou d'arrêtés en conseil ou de tous autres règlements du gouvernement, sont réglées par le ministre en ayant égard aux arrangements et aux ordres relatifs à des améliorations faites sur ces terres, qu'il trouve équitables; ou peuvent être ajustées en accordant à la partie intéressée, un *scrip* ou certificat rachetable en terres de la couronne avec un montant que le ministre trouve juste.

Idem.

Aucune réclamation de terre dérivant de droits de milice, droits militaires, ou de ceux des loyaux de l'Empire-Uni, ne peut cependant être maintenue, à moins qu'elle n'ait été déjà reconnue ou réglée par un billet de location, ou qu'il n'ait été fourni à son appui une preuve suffisante, de l'avis du commissaire des terres de la couronne, antérieurement au 14 juin 1853, et aucun certificat ou *scrip* autorisant quelqu'un à acheter des terres, ou autres certificats ou *scrips* émis antérieurement à cette date, qui n'ont pas été produits et prouvés au bureau du commissaire, avant le 1er janvier 1862, ne doivent être admis ni rachetés. S. R. 1925, c. 44, aa. 19-20.

Terres ré-
servées
pour fins
publiques.

20. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et approprier les terres de la couronne qu'il juge à propos, pour des sites de quais ou jetées, marchés, prisons, palais de justice, parcs ou jardins publics, hôtels de ville, hôpitaux, lieux de culte, cimetières, écoles, expositions agricoles et autres fins publiques de même nature, ainsi que pour des fermes modèles et industrielles; et révoquer, en tout temps avant l'émission des lettres patentes pour ces terres, telle appropriation, suivant qu'il le juge à propos.

PART II

PUBLIC LANDS

DIVISION I

FREE GRANTS OF PUBLIC LANDS

18. Except as provided in this act and in the provisions respecting colonization, no free grant of public land shall be made. R. S. 1925, c. 44, s. 18.

Free
grants.

19. Any claim to land arising under any act or under any order-in-council, or other Government regulation, shall be determined by the Minister, subject to such arrangement and order, in respect to improvements on any particular lands, as the Minister may think just; or the same may be satisfied by issuing, to the party thereto entitled, land-scrip, redeemable in Crown lands, to such an amount as the Minister may deem just.

Claims to
land.

No claim for land arising from militia, military or United Empire Loyalists' rights, shall be entertained, unless the same was actually located or admitted, or proof sufficient, in the opinion of the Commissioner of Crown Lands, furnished in support thereof before the 14th of June, 1853; and no land or other scrip or certificate entitling parties to purchase land, issued prior to the said date, not presented and established in the office of the said Commissioner before the 1st of January, 1862, shall be recognized or redeemed. R. S. 1925, c. 44, ss. 19-20.

Idem.

20. The Lieutenant-Governor in Council may set apart and appropriate such Crown lands as he deems expedient for the sites of wharves or piers, market-places, gaols, court-houses, public parks or gardens, town-halls, hospitals, places of public worship, burying-grounds, schools, agricultural exhibitions or for other like public purposes, or for model or industrial farms; and, at any time before the issue of letters-patent therefor, may revoke such appropriation as seems expedient.

Lands for
public
purposes.

Concessions gratuites.

Il peut faire des concessions gratuites pour les fins susdites, pourvu que l'intention et l'usage pour lesquels elles sont faites soient exprimés dans les lettres patentes. S. R. 1925, c. 44, a. 21.

Étendue des concessions.

21. Dans aucun cas, cependant, et pour aucune telle fin, aucune concession ne peut excéder dix acres, si ce n'est pour une ferme modèle ou industrielle, pour la construction d'une chapelle ou d'une église, ou l'érection d'un cimetière, dans lesquels cas elle ne peut excéder cent acres.

Église, etc.

S'il s'agit de la construction d'une chapelle ou d'une église, ou de l'érection d'un cimetière, la concession ne doit pas être de plus de cinquante acres dans une paroisse, s'il y a dans cette paroisse, à l'époque de la concession, une dénomination religieuse assez nombreuse pour pouvoir en profiter, et de cent acres à être répartis entre les différentes dénominations religieuses, quand il y en a plus d'une assez nombreuse pour en jouir. S. R. 1925, c. 44, a. 22.

Concessions aux frontières.

22. Toute vente ou concession d'un terrain public adjacent à la ligne frontière entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, ou aux lignes interprovinciales entre la province de Québec et les provinces d'Ontario et du Nouveau-Brunswick, faite ou consentie après le 15 février 1924, comporte de plein droit, en faveur de la couronne, la réserve du droit de propriété de la partie de ce terrain située à moins de soixante pieds de l'une quelconque de ces lignes, et de plus, l'interdiction d'ériger ou de faire sur cette partie de terrain des bâtiments ou travaux quelconques, sauf l'exception ci-après.

Travaux publics.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas dans le cas de vente ou concession pour des fins de construction de chemin de fer, d'aqueduc, de ponts, de canaux, de fossés et d'autres travaux d'un caractère public, non plus qu'aux travaux et à l'érection des bâtiments nécessaires à leur exploitation. S. R. 1925, c. 44, a. 23.

He may make free grants for the purposes aforesaid, provided the purpose and use for which they are made be expressed in the letters-patent. R. S. 1925, c. 44, s. 21.

Free grants.

21. No such grant shall be for more than ten acres in any one instance, for any one of the purposes aforesaid, except for a model or industrial farm, a site for the construction of a chapel or church, or for a cemetery, and in such case such grant shall not exceed one hundred acres.

Extent of grants.

If the grant be for the construction of a chapel or church or for a cemetery, it shall not be for more than fifty acres in any one parish, if there be, at the time of making such grant, but one religious denomination in such parish sufficiently numerous to benefit by such grant, and one hundred acres to be apportioned between the several denominations where there are more than one, sufficiently numerous as aforesaid. R. S. 1925, c. 44, s. 22.

Church, etc.

22. Every sale or grant of public land adjacent to the boundary line between Canada and the United States of America, or to the interprovincial boundaries between the Province of Quebec and the Province of Ontario or New Brunswick, entered into or made after the 15th of February, 1924, shall carry with it, as of right, in favour of the Crown, the reservation of ownership in that part of such land lying within sixty feet of any such boundary line, and, in addition, the prohibition of erecting or executing on such piece of land any buildings or works whatever, saving the exception hereinafter mentioned.

Frontier concessions.

The provisions of this section shall not apply in the case of a sale or grant for the purposes of the construction of railways, water-works, bridges, canals, ditches or other works of a public character, nor to the works or the erection of the buildings necessary for their operation. R. S. 1925, c. 44, s. 23.

Public works.

SECTION II

DES VENTES, PERMIS D'OCCUPATION DE TERRES
PUBLIQUES, ET DE LEUR TRANSPORT

DIVISION II

SALES AND LICENSES OF OCCUPATION AND
ASSIGNMENT THEREOF

Prix, etc.

23. À l'exception des terres sujettes à la Loi des mines de Québec (chap. 196), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, chaque fois qu'il le juge opportun, régler le prix auquel les terres publiques seront vendues par acre, ainsi que les conditions de vente, d'établissement et de paiement. S. R. 1925, c. 44, a. 24.

23. With the exception of lands sub-Price, etc.
ject to the Mining Act (Chap. 196), the Lieutenant-Governor in Council may, when he deems it expedient, fix the price per acre of public lands, and the terms and conditions of sale and of settlement and payment. R. S. 1925, c. 44, s. 24.

Acquisi-
tion de
terrains
privés.

24. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à acquérir des terrains privés, par échange ou autrement, aux prix et conditions qu'il détermine, lorsque l'intérêt de la colonisation dans une localité l'exige.

24. The Lieutenant-Governor in Coun- Acquiring
cil is authorized to acquire private lands, private
by exchange or otherwise, upon the lands.
conditions and for the prices he may deter-
mine, when required by the interests of
settlement in any locality.

Terres pu-
bliques.

Ces terres, dès qu'elles sont acquises par la couronne, sont classées comme terres publiques aux termes de l'article 3; et les dispositions de la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques, des bois et forêts, des mines et des pêcheries, en cette province, s'y appliquent. S. R. 1925, c. 44, a. 25.

Such lands, as soon as they are acquired Public
by the Crown, shall be classed as public lands according to the terms of section 3; and the provisions of the law respecting the sale and administration of public lands, of woods and forests, and of mines and fisheries, in this Province, shall be applicable thereto. R. S. 1925, c. 44, s. 25.

Rempla-
cement de
terres
inondées.

25. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des terres et forêts à accorder des terres publiques à toute personne ou compagnie dont les terres, détenues par lettres patentes ou par licences de coupe de bois, ont été inondées par des barrages faits par la couronne pour l'emménagement des eaux des rivières.

25. The Lieutenant-Governor in Coun- Replac-
cil may authorize the Minister of Lands ing flood-
and Forests to grant public lands to any ed lands.
person or company whose lands, held
under letters-patent or timber licenses,
have been flooded by dams constructed
by the Crown for the storage of river
waters.

Situation.

Les terres données pour remplacer celles inondées doivent être prises dans la même localité, s'il y en a de disponibles, et doivent être de même nature que celles inondées.

The lands given for the purpose of Locality.
replacing those that have been flooded
must be taken in the same locality, if any
available, and must be of the same nature
as those that are flooded.

Superficie.

Il ne peut pas être accordé une plus grande quantité que la superficie de celles inondées, et ces dernières doivent être rétrocédées à la couronne, libres de toute charge, par leur propriétaire ou le détenteur de licence, avant d'obtenir un nouvel octroi. S. R. 1925, c. 44, a. 26.

No greater quantity may be given Area.
than the area of those that are flooded,
and the latter must be re-conveyed to the
Crown, free of all charges, by the owner or
by the license-holder, before obtaining a
new grant. R. S. 1925, c. 44, s. 26.

Échange
de terres.

26. Lorsqu'il considère que la détention de terrains, par lettres patentes ou par licences de coupe de bois, est de nature à nuire à la colonisation et au retour à la

26. The Lieutenant-Governor in Coun- Exchang-
cil, whenever he considers the holding ing lands.
of lands under letters-patent or under li-
censes to cut timber is of a nature to

terre dans une région de la province, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à conclure des conventions et passer des contrats avec ceux qui détiennent ces terrains aux fins de les échanger pour des terres publiques qui seront détenues par lettres patentes ou par licences de coupe de bois.

Valeur égale. La valeur des terrains cédés par le ministre ne peut être supérieure à celle des terrains reçus en échange et elle sera établie par les officiers compétents en tenant compte de la situation respective de ces terrains, de leur étendue et de la quantité de bois qu'ils contiennent.

Dispositions applicables. Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 24 ci-dessus s'appliquent aux terrains acquis par la couronne en vertu du présent article. S. R. 1925, c. 44, a. 26a; 24 Geo. V, c. 20, a. 1.

Classification des terres. 27. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire une classification des terres publiques de la manière suivante:

- 1° Les terres de colonisation, c'est-à-dire celles qui par leur nature ou leur situation sont susceptibles de servir aux fins de la colonisation et de l'agriculture;
 - 2° Les terres d'exploitation forestière.
- S. R. 1925, c. 44, a. 27; 1 Geo. VI, c. 27, a. 2.

Terres de colonisation. 28. Le transfert des terres de colonisation au ministre de la colonisation, sera effectué par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du ministre de la colonisation.

Transfert. Lorsqu'il s'agit pour le ministre de la colonisation de remettre les lots qui avaient été placés sous sa propre juridiction à la disposition et sous le contrôle du ministre des terres et forêts, le transport ne peut être fait que par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du ministre de la colonisation.

Pas de coupe de bois. Les terres de colonisation qui seront désignées par le lieutenant-gouverneur en conseil sont exclues de tout permis d'exploitation forestière dès le moment de leur transfert sous le contrôle du ministre de la colonisation.

Billet de location. Les terres sous billet de location sont administrées et définitivement concédées par le ministre de la colonisation et, au

hinder colonization and the return to the land in any region of the Province, may authorize the Minister to conclude agreements and enter into contracts with the holders of such lands for the purpose of exchanging them for public lands which shall be held under letters-patent or under licenses to cut timber.

Value. The value of the lands ceded by the Minister must not be greater than that of the lands received in exchange and such value shall be established by the competent officers taking into account the respective situation of such lands, their area and the quantity of timber that they contain.

Provisions to apply. The provisions of the second paragraph of the above section 24 shall apply to the lands acquired by the Crown under this section. R. S. 1925, c. 44, s. 26a; 24 Geo. V, c. 20, s. 1.

Classification of lands. 27. The Lieutenant-Governor in Council may make a classification of public lands as follows:

1. Colonization lands, that is to say those which by their nature or situation are capable of being used for colonization and agricultural purposes;
 2. Lands for forest industries.
- R. S. 1925, c. 44, s. 27; 1 Geo. VI, c. 27, s. 2.

Colonization lands. 28. The transfer of colonization lands to the Minister of Colonization shall be effected by the Lieutenant-Governor in Council, upon a report of the Minister of Colonization.

Transfer. Whenever the Minister of Colonization is to return lots, which have been placed under his jurisdiction, for the disposal and control of the Minister of Lands and Forests, the transfer can only be made by an order of the Lieutenant-Governor in Council, upon a report of the Minister of Colonization.

Cutting license. Colonization lands to be designated by the Lieutenant-Governor in Council shall be excluded from any license to cut timber from the moment of their transfer to the control of the Minister of Colonization.

Location ticket. Land under location ticket shall be administered and definitively conveyed by the Minister of Colonization, and, in

cas de révocation, ces terres ne sont sujettes à aucun permis d'exploitation forestière, à moins qu'elles n'aient été transférées par le lieutenant-gouverneur en conseil du contrôle du ministre de la colonisation à celui du ministre des terres et forêts. S. R. 1925, c. 44, a. 28; 16 Geo. V, c. 23, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 11, a. 7; 25-26 Geo. V, c. 21, a. 1; 1 Geo. VI, c. 27, a. 3.

case of cancellation, such land shall not be subject to any license to cut timber unless it be transferred by the Lieutenant-Governor in Council from the control of the Minister of Colonization to that of the Minister of Lands and Forests. R. S. 1925, c. 44, s. 28; 16 Geo. V, c. 23, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 11, s. 7; 25-26 Geo. V, c. 21, s. 1; 1 Geo. VI, c. 27, s. 3.

Vente prohibée.

29. Aucune vente, après la classification autorisée par l'article 27 ne peut être faite pour fins de colonisation hors des terrains mis sous le contrôle du ministre de la colonisation. S. R. 1925, c. 44, a. 29; 1 Geo. VI, c. 27, a. 4.

29. No sale, after the classification authorized by section 27, may be made, for colonization purposes, except of lands placed under the control of the Minister of Colonization. R. S. 1925, c. 44, s. 29; 1 Geo. VI, c. 27, s. 4. Restriction as to sales.

Permis d'occupation.

30. Le ministre peut émettre, sous ses sceaux et sceau, en faveur de toute personne qui a acheté ou achète, ou qui a permission d'occuper une terre publique, ou est chargée de veiller à la protection d'une terre publique, ou qui a reçu ou à laquelle il a été accordé quelque terre publique à titre de concession gratuite un instrument sous forme de permis d'occupation; et telle personne, ou son ayant cause, en vertu d'un titre enregistré, suivant les dispositions de la présente loi ou de toute autre loi prescrivant l'enregistrement en tels cas, peut prendre possession de la terre y décrite et l'occuper, en observant les conditions du permis, et peut, à moins que ce permis ne soit révoqué ou résilié, poursuivre pour tout dommage ou empiètement aussi efficacement qu'elle pourrait le faire en vertu de lettres patentes de la couronne.

30. The Minister may issue, under his hand and seal, to any person who has purchased, or may purchase, or is permitted to occupy, or has been entrusted with the care or protection of any public land, or to whom a free grant was made, an instrument in the form of an occupation license; and such person, or his assignee, by an instrument registered under this act or any other act providing for registration in such cases, may take possession of and occupy the land therein comprised, subject to the conditions of such license, and may thereunder, unless the same has been revoked or cancelled, maintain suits at law against any wrong-doer or trespasser, as effectually as he could do under a patent from the Crown. Occupation license.

Preuve.

Le permis d'occupation fait par lui-même preuve de la possession par telle personne, ou son ayant cause, en vertu d'un instrument enregistré comme susdit, sur toute telle action; mais il n'a point d'effet contre un permis de coupe de bois antérieur à sa date. S. R. 1925, c. 44, a. 30.

Such occupation license shall be *prima facie* evidence of possession by such person or his assignee under an instrument registered as aforesaid in any such suit, but the same shall have no force against a license to cut timber existing at the time of the granting thereof. R. S. 1925, c. 44, s. 30. Evidence.

Permis, etc., avant 1860.

31. Les permis d'occupation accordés, les certificats de vente ou reçus de deniers payés sur la vente de terres publiques, et les billets de location accordés ou faits par le commissaire des terres de la couronne ou quelqu'un de ses agents, antérieurement au 23 avril 1860, ont, tant que la

Every occupation license granted, and every certificate of sale or receipt for money paid on the sale of public land, and every location ticket granted or made by the Commissioner of Crown Lands or any of his agents, previous to the 23rd of April, 1860, so long as the sale or grant, Licenses, etc., before 1860.

vente ou la concession à laquelle se rapportent tels permis d'occupation, reçus, certificats ou billets de location reste en vigueur et n'est pas rescindée, la même vigueur et profitent à la personne à laquelle ils ont été accordés ou à ses ayants cause, en vertu d'un instrument enregistré comme susdit, de la même manière et au même degré que l'instrument sous forme de permis d'occupation mentionné dans l'article 30. S. R. 1925, c. 44, a. 31.

to which such occupation license, receipt, certificate or location ticket relates, is in force and not rescinded, shall have the same force and shall inure to the benefit of the party to whom the same was granted or to the assignee by instrument registered as aforesaid, in the same manner and to the same extent as the instrument in the form of an occupation license mentioned in section 30. R. S. 1925, c. 44, s. 31.

Permis,
etc., avant
1875.

32. Les permis d'occupation, certificats de vente ou reçus de deniers payés sur la vente des terres publiques et les billets de location accordés ou faits avant le 24 décembre 1875 par le commissaire des terres de la couronne ou quelqu'un de ses agents, ont, tant que la vente ou la concession à laquelle ils se rapportent est en vigueur et n'a pas été rescindée, la même vigueur et le même effet, et profitent à la personne à qui ils ont été accordés ou à ses héritiers et ayants cause, en vertu d'un instrument enregistré comme susdit, de la même manière et au même degré que l'instrument sous forme de permis d'occupation mentionné dans l'article 30. S. R. 1925, c. 44, a. 32.

32. All occupation licenses, certificates of sale, or receipts for moneys paid on the sale of public lands, and all location tickets granted or drawn up before the 24th of December, 1875, by the Commissioner of Crown Lands or any of his agents, so long as the sale or concession to which they relate is in force and has not been rescinded, shall have the same force and effect and shall benefit the person in whose favor the same have been granted or his heirs and legal representatives in virtue of an instrument registered in conformity with the foregoing provisions, in the same manner and to the same degree as the instrument in the form of an occupation license specified in section 30. R. S. 1925, c. 44, s. 32.

Permis,
etc., oc-
troiyés par
un agent
des terres.

33. Les permis d'occupation, certificats de vente ou reçus de deniers payés sur la vente des terres publiques et les billets de location, émis et signés par un agent des terres de la couronne, en faveur d'une personne qui a acheté des terres publiques, ont le même effet à l'égard de cette personne et de ses ayants cause, leur confèrent les mêmes droits, pouvoirs et privilèges sur les terres pour lesquelles ils ont été émis, et les assujétissent aux mêmes conditions, que si cette personne avait obtenu du ministre un instrument sous forme de permis d'occupation conforme à l'article 30. S. R. 1925, c. 44, a. 33.

33. All occupation licenses, certificates of sale, or receipts for moneys paid on the sale of public lands, and all location tickets, issued and assigned by any Crown lands' agent in favor of any person who has purchased public lands, shall have the same effect in respect of such person and his assigns, and shall confer upon them the same rights, powers and privileges, in relation to the lands for which they have been issued, and shall subject them to the same conditions, as if such person had obtained from the Minister an instrument in the form of an occupation license in conformity with section 30. R. S. 1925, c. 44, s. 33.

Registre.

34. Il est tenu, au bureau des terres de la couronne, en la forme jugée convenable par le ministre, un registre dans lequel doivent être enregistrés sommairement:

Contenu.

34. There shall be kept in the Department of Lands and Forests a register in the form deemed expedient by the Minister, in which shall be registered by memorial:

1° A la diligence du ministre, les ventes, concessions, locations, baux ou permis

1. At the diligence of the Minister, the sales, grants, locations, leases or occupa-

d'occupation consentis sur les terres publiques, et pour lesquels des lettres patentes n'ont pas encore été octroyées;

2° A la diligence des intéressés:

a) Les cessions ou transports, consentis par les premiers acquéreurs ou concessionnaires, des droits qu'ils possèdent sur les terres publiques et les hypothèques et autres droits réels consentis par eux et affectant ces droits;

b) Les cessions, transports, hypothèques et les droits réels consentis par les héritiers ou ayants cause de tels premiers acquéreurs ou concessionnaires;

c) Les cessions ou transports effectués par le moyen de la vente faite sous l'opération du Code municipal pour taxes;

d) Les cessions ou transports effectués par le moyen de vente par autorité de justice, dans les cas où cette vente peut se faire légalement.

Avis au ministre.

Les officiers procédant aux ventes mentionnées aux sous-paragraphes *c* et *d* du paragraphe 2° du présent article doivent, sans délai, en donner avis au ministre. S. R. 1925, c. 44, a. 34; 24 Geo. V, c. 21, a. 1.

Conditions requises pour l'enregistrement.

35. Pour être reçu et enregistré, chacun des transports mentionnés dans les alinéas *a* et *b* du paragraphe 2° de l'article 34 doit:

1° Être passé devant notaire; ou

2° Être fait sous seing privé en présence de deux témoins, et être accompagné de l'affidavit de l'un d'eux, indiquant le lieu et la date de sa passation, le nom, la résidence et l'occupation de chaque témoin, ou—si les témoins sont absents de la province ou décédés—de l'affidavit d'une autre personne prouvant le décès ou l'absence de ces témoins et leurs signatures, ou celle de la personne qui a fait le transport; et

3° Ne contenir aucune clause résolutoire ou faculté de réméré, condition, obligation ou charge qui n'a pas été antérieurement réglée ou acquittée, soit réellement, soit par l'accord ou le consentement des parties. S. R. 1925, c. 44, a. 35.

Conditions de vente, etc.

36. Dans aucun des cas mentionnés dans les dispositions précédentes, à moins de dispense du ministre, il ne doit être enregistré de transport, s'il n'est démontré

tion licenses granted on public lands, and for which letters-patent have not been granted;

2. At the diligence of the parties interested:

a. The assignments or transfers, made by the original purchaser or holders, of the rights they possess in public lands, and the hypothecs and other real rights agreed to by them and affecting such rights;

b. The assignments, transfers, hypothecs or other real rights made or agreed to by the heirs or assigns of such first purchasers or holders;

c. The assignments or transfers made by means of a sale under the Municipal Code for taxes;

d. The assignments or transfers made by means of judicial sales, in cases in which such sales may lawfully take place.

The officers effecting the sales mentioned in sub-paragraphs *c* and *d* of paragraph 2 of this section must, without delay, give notice thereof to the Minister. R. S. 1925, c. 44, s. 34; 24 Geo. V, c. 21, s. 1. Notice.

35. In order that they may be received and registered, the transfers mentioned in sub-paragraphs *a* and *b* of paragraph 2 of section 34 shall: Formalities for transfers.

1. Be passed before a notary; or

2. Be made by private writing in presence of two witnesses, and be accompanied by the affidavit of one of such witnesses, stating the place and date at which it was passed, the name, residence and occupation of each witness, or—if the witnesses be absent from the Province or dead,—by the affidavit of any other person proving the death or absence of such witnesses and their signatures, or that of the person who so made the transfer; and

3. Contain no resolatory clause or right of redemption, condition, obligation, or charge which has not been previously settled or discharged, either actually or by agreement or consent of parties. R. S. 1925, c. 44, s. 35.

36. In no case, however, mentioned in the preceding provisions, except by leave of the Minister, shall any transfer be registered, if it be not satisfactorily shown Conditions of sale, etc.

d'une manière satisfaisante que les conditions de vente, concession ou location, bail ou permis d'occupation ont été dûment remplis.

L'enregistrement d'un transport en vertu du présent article n'a pas pour effet de dispenser le cessionnaire de remplir toutes les conditions de la vente auxquelles était tenu l'acquéreur primitif. S. R. 1925, c. 44, a. 36.

that the conditions of sale, concession or location, lease or occupation license have been duly fulfilled.

The registration of a transfer in virtue of this section shall not exempt the transferee from fulfilling all conditions of sale to which the original acquirer was bound. R. S. 1925, c. 44, s. 36.

Certificat. **37.** Tout transport enregistré doit avoir son numéro et porter sur l'endos un certificat signé du ministre ou du sous-ministre ou d'autres personnes autorisées à cet effet, mentionnant la date de l'enregistrement, et être déposé dans les archives du département des terres et forêts, comme pièce justificative. S. R. 1925, c. 44, a. 37.

37. Every transfer registered shall be numbered and have endorsed thereon a certificate signed by the Minister, or the Deputy Minister or other person authorized for that purpose, mentioning the date of the registration, and be deposited in the archives of the Department of Lands and Forests as a voucher. R. S. 1925, c. 44, s. 37.

Substitution de noms. **38.** Immédiatement après l'enregistrement, le nom du cessionnaire est substitué, dans les livres du département, au nom de celui qui a effectué le transport. S. R. 1925, c. 44, a. 38.

38. Immediately after the registration, the name of the transferee shall be substituted in the books of the Department for the name of the transferrer. R. S. 1925, c. 44, s. 38.

Effet des enregistrements. **39.** Les cessions, transports, hypothèques et autres droits réels ainsi enregistrés ont effet à compter de leur enregistrement, à l'encontre de ceux qui ne l'ont pas été, ou qui ont été subséquemment présentés pour l'être. S. R. 1925, c. 44, a. 39; 24 Geo. V, c. 21, a. 2.

39. Assignments, transfers, hypothecs and other real rights so registered shall take effect from the date of their registration, as against others that have not been registered or have subsequently been presented for registration. R. S. 1925, c. 44, s. 39; 24 Geo. V, c. 21, s. 2.

Preuve du transport. **40.** Quiconque, demandant des lettres patentes pour une terre publique, se trouve incapable de produire un acte de transport revêtu des formalités requises pour l'enregistrement, peut fournir la preuve que le ministre juge convenable à l'appui de sa demande; et, dans ce cas, si, d'après cette preuve, la demande est trouvée juste et équitable, le nom du requérant est substitué à celui de l'acquéreur précédent. S. R. 1925, c. 44, a. 40.

40. Whosoever applies for letters-patent for public land and finds that he is unable to produce a deed of transfer with the formalities required for registration, may furnish such proof as the Minister may deem requisite in support of his application; and, in such case, if, according to the evidence, the application be found just and equitable, the name of the petitioner shall be substituted for that of the preceding purchaser. R. S. 1925, c. 44, s. 40.

"Représentants légaux". **41.** Les lettres patentes émises à la demande d'un requérant qui ne peut fournir de titres ou une preuve suffisante comme susdit, sont valablement émises, en se servant des termes suivants, sans nommer personne en particulier: "aux

41. In letters-patent, issued upon the application of a petitioner unable to furnish titles or sufficient proof as aforesaid, the use of the following terms, without naming any one in particular: "to the legal representatives of (*name of the pur-*

représentants légaux de (*nom de l'acquéreur ou concessionnaire*)”.

Par les mots “représentants légaux” il faut entendre tous ceux qui peuvent avoir un droit quelconque à la propriété en vertu du Code civil. S. R. 1925, c. 44, a. 41.

chaser or transferee)” shall be deemed valid.

“Legal representatives” mean all those who may have any rights whatever to the property under the Civil Code. R. S. 1925, c. 44, s. 41.

SECTION III

DE LA RÉVOCATION DES CONCESSIONS DE TERRES PUBLIQUES ET DE LA MISE À EFFET DE CETTE RÉVOCATION

Révoca-
tion pour
fraude,
etc.

42. Si le ministre est convaincu qu'un acquéreur, concessionnaire, occupant ou locataire de terre publique, ou leurs ayants cause, se sont rendus coupables de fraude ou d'abus, ou ont enfreint ou négligé d'accomplir quelque une des conditions de la vente, de la concession, de la location, du bail ou du permis d'occupation, ou si la vente, la concession, la location, le bail ou le permis d'occupation a été fait ou émis par méprise ou erreur, contrairement à la loi ou aux règlements, il peut révoquer ces vente, concession, location, bail ou permis, et reprendre la terre y mentionnée et en disposer comme si la vente, la concession, la location, le bail ou le permis n'avait jamais été fait ou émis.

Applica-
tion.

Les dispositions du présent article se sont appliquées et continueront de s'appliquer à toutes les ventes, concessions, locations, baux, permis d'occupation antérieurs à la loi 32 Victoria, chapitre 11, article 20. S. R. 1925, c. 44, a. 42.

Effet de la
révoca-
tion.

43. L'article 42 doit être interprété comme donnant à la révocation faite par le ministre en vertu dudit article l'effet d'opérer la confiscation pleine et entière de tous les deniers payés par l'acquéreur, le concessionnaire, l'occupant ou le locataire, soit à compte ou comme paiement complet, sur toute vente, concession ou location et sur tout bail ou permis d'occupation, ainsi que de toutes impenses et améliorations faites et existant sur les terres y mentionnées; mais il est toutefois loisible au ministre d'accorder les remboursements ou indemnités qu'il trouve justes et équitables.

Applica-
tion.

Les dispositions du présent article se sont appliquées et continueront de s'appliquer à l'avenir à toutes les révocations

DIVISION III

CANCELLATION OF TRANSFERS OF PUBLIC LANDS, AND PUTTING SUCH CANCELLATION INTO FORCE

42. If the Minister be satisfied that any purchaser, grantee, lessee or locatee of any public land, or any assignee claiming under or through him, has been guilty of any fraud or imposition, or has violated or neglected to comply with any of the conditions of the sale, grant, location, lease or occupation license, or if the sale, grant, location, lease or occupation license have been made or issued by mistake, or contrary to the law or to the regulations, he may cancel such sale, grant, location, lease or license, and resume the land therein mentioned, and dispose of it as if no sale, grant, location, lease or license thereof had ever been made.

The provisions of this section have been applied and shall continue to apply to every such sale, grant, location, lease or occupation license made prior to the act 32 Victoria, chapter 11, section 20. R. S. 1925, c. 44, s. 42.

43. Section 42 shall be interpreted in such a way as to give to any cancellation by the Minister under the said section the effect of a complete forfeiture of all moneys paid by the purchaser, grantee, occupant or lessee, whether on account or in full payment of any sale, grant, or location or any lease or occupation license, as well as any expenses or improvements laid out or made on the land or lands therein mentioned; but the Minister may, nevertheless, grant such compensation or indemnity as he may consider just and equitable.

The provisions of this section have been applied and shall continue to apply in future to all cancellations of lots sold or

faites des lots vendus ou autrement octroyés antérieurement à la loi 36 Victoria, chapitre 8, article 6. S. R. 1925, c. 44, a. 43.

otherwise granted prior to the act 36 Victoria, chapter 8, section 6. R. S. 1925, c. 44, s. 43.

Droit de révo-
cation.

44. Le droit de révocation ainsi conféré au ministre ne doit pas être considéré comme un droit ordinaire de résolution de contrat, faute d'accomplissement des conditions auxquelles il est soumis; il n'est pas sujet aux dispositions de l'article 1537 du Code civil, et il peut toujours être exercé lorsqu'il y a lieu, quel que puisse être le laps de temps écoulé depuis la vente, la concession, la location, le bail ou le permis d'occupation. S. R. 1925, c. 44, a. 44.

44. The right of revocation so vested in the Minister shall not be deemed an ordinary right of dissolution of a contract for non-fulfilment of conditions; it shall not be subject to article 1537 of the Civil Code, and may always be exercised, as occasion may require, whatever time may have elapsed since the sale, grant, location, lease or occupation license. R. S. 1925, c. 44, s. 44.

Right of
revoca-
tion.

Avis de révo-
cation.

45. Aucune révocation en vertu de l'article 42 ne doit être faite avant qu'un avis ait été donné par le ministre ou un agent des terres qu'il a autorisé en la manière ci-après indiquée. S. R. 1925, c. 44, a. 45.

45. No cancellation under section 42 shall be made before a notice is given by the Minister or by a Crown lands' agent authorized by him in the manner hereinafter indicated. R. S. 1925, c. 44, s. 45.

Notice of
cancellation.

Affichage
de l'avis.

46. Cet avis est affiché par l'agent des terres ou par toute personne autorisée par lui, à la porte de l'église, ou chapelle, ou autre édifice public le plus proche des lots en question, et est expédié par carte postale à l'acquéreur, concessionnaire, occupant ou locataire de terre publique ou ses ayants cause, mentionnés en l'article 42.

46. Such notice shall be posted by the Crown lands' agent, or by any person authorized by him, on the door of the church or chapel or other public building nearest to the lots in question, and shall be sent by post-card to the purchaser, grantee, locatee, or lessee of any public land or his assigns, mentioned in section 42.

Posting
notice.

Délai.

L'avis doit contenir la mention que la révocation sera prononcée, s'il y a lieu, en tout temps, après trente jours de la date de l'affichage. S. R. 1925, c. 44, a. 46.

The notice shall state that the cancellation shall take place, if necessary, at any time after thirty days from the date of the posting. R. S. 1925, c. 44, s. 46.

Delay.

Opposi-
tion.

47. Pendant ces trente jours, il est loisible au propriétaire ou occupant du lot de faire valoir ses raisons à l'encontre de la révocation. S. R. 1925, c. 44, a. 47.

47. During such thirty days the owner or occupant of the lot may set forth his reasons against such cancellation. R. S. 1925, c. 44, s. 47.

Opposi-
tion.

Loi des
mines.

48. Rien de contenu dans les articles 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 45, 46 et 47 n'a l'effet d'affecter aucune des dispositions de la Loi des mines de Québec (chap. 196). S. R. 1925, c. 44, a. 48.

48. Nothing contained in sections 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 45, 46 or 47, shall affect any of the provisions of the Quebec Mining Act (Chap. 196). R. S. 1925, c. 44, s. 48.

Mining
Act.

Occupation,
sans droit.

49. Toute personne qui s'empare et occupe sans autorisation, par lui-même ou par d'autres, une partie quelconque du domaine public, est passible d'une amende de pas moins de un dollar et de pas plus de mille dollars par jour durant lequel il est

49. Every person who, without authorization, either himself or through any other person, takes possession of and occupies any part of the public domain, shall be liable to a fine of not less than one dollar nor more than one thousand

Unlawful
possession.

Amende.

Fine.

ou a été injustement en possession de terres publiques.

Recouvrement de l'amende.

Cette amende est recouvrable avec les frais, à la poursuite de la couronne devant tout tribunal compétent en matière civile; et la cour, en fixant le montant de l'amende, doit tenir compte de l'importance des terres publiques occupées sans droit. S. R. 1925, c. 44, a. 49.

Requête pour déposséder.

50. Si l'acquéreur, le locataire, ou autre personne, refuse ou néglige de remettre la possession de la terre, après que la vente, la concession, la location, le bail ou le permis d'occupation a été révoqué ou résilié, ou si quelque personne est injustement en possession de terres publiques et refuse de déguerpir ou d'en abandonner la possession, le procureur général peut par requête dûment signifiée à l'occupant de la terre avec un avis d'au moins six jours francs de la date de sa présentation, demander à un juge de la Cour supérieure, ayant juridiction dans le district où la terre se trouve située, un ordre dans la forme d'un bref de possession.

Audition.

Cette requête doit être entendue sommairement, en vacance ou hors de vacance, à la date fixée par l'avis ou à toute autre date subséquente, aussi rapprochée que possible, à laquelle le juge peut l'ajourner.

Ordonnance.

Le juge, sur preuve satisfaisante que le titre ou le droit de la partie à posséder telle terre, a été révoqué ou résilié, ou que telle personne est injustement en possession de quelque terre publique, doit accorder un ordre enjoignant à l'acquéreur, au locataire ou à la personne en possession, de délaisser ladite terre et d'en livrer la possession au ministre ou à la personne par lui autorisée à la recevoir.

Effet.

Cet ordre a le même effet qu'un bref de possession, et le shérif, ou tout huissier ou personne à laquelle il est remis par le ministre pour être exécuté, doit le faire de la même manière qu'il exécuterait tel bref sur action en éviction ou sur action possessoire.

Matières sommaires.

Les procédures prévues au présent article sont réputées matières sommaires et les dépens sont ceux d'une instance de première classe en Cour de magistrat de district. S. R. 1925, c. 44, a. 50; 2 Geo. VI, c. 33, a. 1; 3 Geo. VI, c. 15, a. 1.

dollars per day during which he is or has been wrongfully in possession of such public lands.

Such fine shall be recoverable, with costs, on action by the Crown, before any court of competent civil jurisdiction, and the court, in fixing the amount of the fine, must take into consideration the importance of the public land so occupied without right. R. S. 1925, c. 44, s. 49.

50. If any purchaser, lessee, or other person, refuse or neglect to deliver up possession of the land after revocation or cancellation of the sale, grant, location, lease or occupation license thereof, or if any person be wrongfully in possession of public lands, and refuses to leave or deliver up possession thereof, the Attorney-General may, by a petition duly served upon the occupant of the land with at least six full days notice of the date of its presentation, apply to a judge of the Superior Court, having jurisdiction in the district in which the land lies, for an order in the nature of a writ of possession.

Such petition shall be heard summarily, in term or out of term, on the date fixed by the notice or on any other subsequent date, as close thereto as possible, to which the judge may adjourn the hearing.

The judge, upon proof to his satisfaction that the right or title of the person to hold such land has been revoked or cancelled as aforesaid, or that such person is wrongfully in possession of public land, shall grant an order upon the purchaser, lessee or person in possession, to leave such land and deliver up possession of same to the Minister or person authorized by him to receive the same.

Such order shall have the same force as a writ of possession, and the sheriff, or any bailiff or person to whom the same may be entrusted by the Minister for execution, shall execute the same in like manner as he would execute such writ in an action of ejectment or in a possessory action.

The proceedings contemplated in this section shall be deemed summary matters and the costs shall be those of a first class action in the District Magistrate's Court. R. S. 1925, c. 44, s. 50; 2 Geo. VI, c. 33, s. 1; 3 Geo. VI, c. 15, s. 1.

Actes au nom de la couronne.

51. Lorsque, en vertu de la loi ou d'un contrat, d'un bail ou accord relatif à une des terres en question, il est nécessaire de faire quelques annonces ou actes par ou au nom de la couronne, ces annonces et actes peuvent être faits par le ministre ou sous son autorité. S. R. 1925, c. 44, a. 51.

51. When, by law or by any deed, lease or agreement, relating to any of the lands therein referred to, any notice is required to be given, or any act to be done, by or on behalf of the Crown, such notice may be given and act done by, or by the authority of the Minister. R. S. 1925, c. 44, s. 51.

Action au nom de la couronne.

52. Les arrérages ou sommes quelconques dus au gouvernement à raison de ventes ou baux de terres publiques, ou pour coupe de bois sur ces terres, peuvent être recouvrés par action de dette ordinaire, intentée au nom de la couronne devant un tribunal de juridiction compétente. S. R. 1925, c. 44, a. 52.

52. All arrears or sums whatever due to the Government by reason of the sale or lease of public land, or of any timber thereon, may be recovered by an ordinary action of debt, brought in the name of the Crown, before any court of competent jurisdiction. R. S. 1925, c. 44, s. 52.

Jugement par défaut.

53. Si, sur une telle action, le défendeur fait défaut de comparaître ou de plaider, le procès peut être instruit et le jugement rendu, comme dans les causes sommaires portées en recouvrement de sommes spécifiées. S. R. 1925, c. 44, a. 53.

53. If, in any such suit, the defendant fail to appear or to plead, proceedings may be had and judgment may be rendered therein as in summary actions instituted for the payment of specific sums of money. R. S. 1925, c. 44, s. 53.

Fardeau de la preuve.

54. Dans ces causes, si elles sont contestées, le défendeur est tenu de faire la preuve de ses allégations.

54. In all such suits, in case of contestation, the burden of proof shall be upon the defendant.

Action personnelle.

Nonobstant les articles 48, 49, 55 et 56 du Code de procédure civile, ces actions, quant à la juridiction du tribunal, aux procédures et aux frais, sont poursuivies et jugées comme des actions purement personnelles où la couronne n'est pas intéressée et n'ayant aucun rapport aux droits immobiliers, rentes annuelles ou matières comportant des droits futurs. S. R. 1925, c. 44, aa. 54-55.

Notwithstanding articles 48, 49, 55 and 56 of the Code of Civil Procedure, such actions shall, as regards the jurisdiction of the court, procedure and costs, be dealt with as if they were purely personal actions in which the Crown is not concerned, and not relating to titles to lands or tenements, annual rents, or matters wherein rights in future may be bound. R. S. 1925, c. 44, ss. 54-55.

SECTION IV

DU DROIT D'ACTION DU LOCATAIRE

Droit du locataire.

55. Le bail consenti en vertu des dispositions de la présente loi confère au locataire le droit de prendre possession des terrains qui y sont décrits et d'intenter, en son propre nom, toute action ou poursuite contre celui qui les possède illégalement ou contre celui qui y commet des empiètements, et de recouvrer tous les dommages qu'il peut avoir soufferts. S. R. 1925, c. 44, a. 55a; 16 Geo. V, c. 24, a. 1.

DIVISION IV

RIGHT OF ACTION OF LESSEE

55. The lease granted under the provisions of this act shall entitle the lessee to take possession of the lands described therein and, in his own name, to institute any action or suit against the person possessing same illegally or against any one trespassing, and to recover all the damages which he may have suffered. R. S. 1925, c. 44, s. 55a; 16 Geo. V, c. 24, s. 1.

SECTION V

DIVISION V

DE LA VENTE DE TERRES PUBLIQUES POUR FINS INDUSTRIELLES

SALE OF PUBLIC LANDS FOR INDUSTRIAL PURPOSES

Vente. **56.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut vendre des terres publiques pour des fins industrielles aux prix et conditions qu'ils déterminent.

Concession forestière. Les terres faisant partie d'une concession forestière peuvent aussi être vendues de la même manière et pour les mêmes fins, sujet toutefois à une indemnité payable par l'acheteur au concessionnaire forestier.

Indemnité, etc. L'étendue et la description des terres requises et le montant de cette indemnité sont fixés de gré à gré par les intéressés et, s'ils ne sont pas ainsi fixés, ils doivent être déterminés définitivement et sans appel par la Régie des services publics sur requête d'un intéressé. L'arrêté en conseil autorisant la vente fait mention de l'étendue et de la description des terres et du montant de l'indemnité ainsi fixés de gré à gré, ou du fait que cette étendue, cette description et ce montant seront déterminés comme il est dit ci-dessus.

Effet de la vente. Les terres ainsi vendues ne sont plus sujettes à la licence de coupe de bois, à compter de la date des lettres patentes ou autres titres donnés par la couronne. S. R. 1925, c. 44, a. 56; 17 Geo. V, c. 22, a. 1; 4 Geo. VI, c. 11, a. 12.

Acquisition de terres, etc. **57.** Lorsqu'il est démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, que des terres, originaires vendues ou autrement concédées pour fins de colonisation et non encore patentées sont requises pour permettre de développer une industrie, ou qu'il est nécessaire pour cet objet d'y créer des servitudes ou autres droits, il peut autoriser ou ratifier l'acquisition de ces terres ou de ces droits des détenteurs des billets de location et, après cette acquisition, autoriser l'émission de lettres patentes ou d'autres titres pour telles terres ou tels droits, et ce, nonobstant les dispositions des ventes ou concessions originaires et des lois qui s'y appliquent. S. R. 1925, c. 44, a. 57.

56. The Lieutenant-Governor in Council may sell public lands, for industrial purposes, upon the conditions and for the prices he may determine.

Lands forming part of a timber limit may also be sold in the same manner and for the same purposes, subject, however, to an indemnity payable by the purchaser to the timber limit holder.

The extent and the description of the required land and the amount of such indemnity shall be fixed by mutual agreement by the parties concerned, and, if not so fixed, it shall be determined, finally and without appeal, by the Public Service Board, on petition of an interested party. The order-in-council authorizing the sale shall mention the extent and the description of such land and the amount of the indemnity thus fixed by mutual agreement, or the fact that such extent, such description and such amount shall be determined as hereinabove set forth.

The lands so sold shall be no longer subject to the license to cut timber, from and after the date of the letters-patent or other title given by the Crown. R. S. 1925, c. 44, s. 56; 17 Geo. V, c. 22, s. 1; 4 Geo. VI, c. 11, s. 12.

57. Whenever it is shown to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council that lands originally sold or otherwise granted for settlement and still unpatented are required for purposes of industrial development, or that it is necessary, for such purposes, to establish servitudes or other rights thereon, he may authorize or ratify the acquisition of such lands or of such rights thereon from the holders of the location tickets, and, after such acquisition, authorize the issue of letters patent or other titles for such lands or such rights, notwithstanding the terms of the original sales or grants or of the laws applying thereto. R. S. 1925, c. 44, s. 57.

SECTION VI

DES LETTRES PATENTES PORTANT CONCESSION DE
TERRES PUBLIQUES ET DE LEUR ENREGISTREMENT

§ 1.—*De l'enregistrement des lettres patentes*

Délivran-
ce après
enregis-
trement.

58. Les lettres patentes de la couronne en vertu desquelles il est fait un octroi de terres incultes ou d'autres terres publiques dans la province, sont délivrées à la personne qui y a droit; mais, au préalable, une copie en est transcrite dans un registre tenu à cette fin par le registraire de la province ou par le sous-registraire, sans autre entrée ou enregistrement. * S. R. 1925, c. 44, a. 58.

Certificat
sous ser-
ment.

59. Le ministre peut exiger que le certificat de l'accomplissement des conditions d'établissement, pour l'obtention des lettres patentes d'un lot acquis de la couronne, soit donné sous serment par les personnes choisies par le ministre pour donner ce certificat et d'après une formule fournie par le ministre. S. R. 1925, c. 44, a. 59.

§ 2.—*Des lettres patentes émises par erreur*

Rempla-
cement.

60. Lorsque des lettres patentes ont été émises en faveur d'une personne n'y ayant pas droit, ou en son nom, par méprise de la part du département des terres et forêts, ou renferment quelque erreur de copiste ou de nom, ou une désignation inexacte de la terre qu'il s'agissait de concéder, le ministre, s'il n'y a pas de réclamation contraire, peut ordonner que les lettres patentes vicieuses soient annulées et qu'il en soit émis d'autres corrigées à leur place.

Effet.

Ces lettres patentes corrigées doivent se rapporter à la même date que celles qui ont été annulées, et ont le même effet que si elles avaient été émises le jour de la date des lettres patentes annulées.

Correc-
tion.

Si la correction peut se faire facilement sur les lettres patentes sans les annuler, le ministre peut la faire et en donner avis au registraire de la province pour que telle correction soit aussi faite à l'enregistrement de ces lettres patentes. S. R. 1925, c. 44, a. 60.

* Voir articles 5 et suivants de la Loi du secrétariat (chap. 57).

DIVISION VI

LETTERS-PATENT FOR PUBLIC LANDS AND THE
REGISTRATION THEREOF

§ 1.—*Registration of Letters-Patent*

58. All letters-patent of the Crown, whereby any grant of the waste or other public lands in the Province is made, shall be delivered to the person entitled thereto, a copy thereof being previously recorded in a register to be kept for that purpose by the Provincial Registrar or his Deputy, without any other entry or enrolment. * R. S. 1925, c. 44, s. 58.

Delivery
after re-
gistration.

59. The Minister may require that the certificate of the performance of the conditions of settlement, requisite for the obtaining of letters-patent of a lot acquired from the Crown, shall be given under oath by the persons chosen by the Minister to give such certificate, and according to the form supplied by the Minister. R. S. 1925, c. 44, s. 59.

Certifi-
cate under
oath.

§ 2.—*Letters-Patent issued in error*

60. Whenever letters-patent have been issued to or in the name of the wrong party, through mistake in the Department of Lands and Forests, or contain any clerical error, or misnomer, or wrong description of the land thereby intended to be granted, the Minister (there being no adverse claim) may direct such defective letters-patent to be cancelled and correct ones to be issued in their stead.

Cancell-
ation and
replace-
ment.

Such corrected letters-patent shall relate back to the date of those so cancelled, and have the same effect as if issued at the date of such cancelled letters-patent.

Effect.

If the correction can easily be made on the letters-patent without cancelling them, the Minister may have the same done and have a notice given to the Provincial Registrar in order that such correction be also made in the registration of such letters-patent. R. S. 1925, c. 44, s. 60.

Correc-
tion.

* See sections 5 et seq. of the Provincial Secretary's Department Act (Chap. 57).

Concessions contradictoires, etc.

61. Dans tous les cas où des concessions ou lettres patentes émises pour la même terre sont contradictoires entre elles pour cause d'erreur, et dans tous les cas de ventes ou appropriations contradictoires de la même terre, le ministre peut, dans les cas de vente, faire rembourser le prix de la vente, avec intérêt, et si la terre n'appartient plus à l'acquéreur primitif, ou s'il y a été fait des améliorations avant que l'erreur fût connue, ou si la concession ou l'appropriation primitive a été gratuite, il peut, en sa place, accorder une terre ou accorder un certificat (*scrip*) donnant droit à la personne lésée ou réclamante d'acquérir des terres de la couronne, de la valeur et de l'étendue qui lui paraissent justes et équitables dans les circonstances.

Prescription.

Aucune telle réclamation ne doit cependant être reçue à moins qu'elle ne soit faite dans les cinq années à compter de la découverte de l'erreur. S. R. 1925, c. 44, a. 61.

Compensation pour défaut de contenance.

62. Quand, à raison d'erreurs dans l'arpentage dans les livres ou sur les plans du département ou dans les lettres patentes, une pièce de terre concédée, vendue ou appropriée, par billet de location, lettres patentes ou autre titre, n'a pas la contenance superficielle qui lui est attribuée dans le titre de concession, le ministre peut ordonner qu'une partie de prix de vente proportionnelle à la valeur de l'étendue du terrain qui n'a pas été délivrée soit remise au concessionnaire ou à l'acquéreur subséquent, pourvu qu'il soit démontré que ce dernier ignorait le défaut de contenance lors de son acquisition, et, dans l'un et l'autre cas, avec intérêt à compter du jour qu'une demande en remboursement lui est présentée.

Forme.

Ce remboursement peut être effectué, à la discrétion du ministre, soit en argent, soit par la délivrance d'un terrain ou la remise d'un certificat (*scrip*) autorisant l'acquisition d'un terrain du domaine public. Si la concession originaire a été faite à titre gratuit, le ministre peut la remplacer par une concession gratuite d'un terrain d'une valeur égale à celle du terrain qu'on a voulu concéder gratuitement à l'époque de cette concession.

Conditions.

Aucune semblable réclamation n'est cependant recevable à moins qu'elle ne soit

Inconsistent grants, etc.

61. Whenever inconsistent grants or letters patent have been issued for the same land through error, and in all inconsistent cases of sales or appropriations of the same land, the Minister may, in case of sale, cause the purchase money to be repaid with interest, or when the land has passed from the original purchaser or has been improved before the discovery of the error, or when the original grant or appropriation was a free grant, he may, in substitution, assign land or issue scrip entitling the party to purchase Crown lands of such value and to such extent as to the Minister may seem just and equitable under the circumstances.

Prescription.

No such claim shall be entertained unless made within five years from the discovery of the error. R. S. 1925, c. 44, s. 61.

Compensation for deficiency.

62. Whenever, by reason of incorrect survey or error in the books or plans of the Department, or in the letters patent, any parcel of land, granted, sold or appropriated under location ticket, letters patent or other title, contains less in superficial area than that attributed to it in the deed of concession therefor, the Minister may order the repayment of the purchase money of so much land as is deficient, to the grantee or to the subsequent purchaser, provided it be shown that the latter was ignorant of a deficiency at the time of his purchase, and in both cases, with interest thereon from the time of the application to the Minister for such repayment.

Form.

Such repayment may be made in money or in land or in land-scrip, as the Minister may direct. In case of an original free grant, the Minister may replace it by a free grant of other land, equal in value to the land so intended as a free grant at the time such grant was made.

Conditions.

No such claim shall be entertained unless application be made within five years

faite dans les cinq ans à compter de la date des lettres patentes, ni à moins que le défaut de contenance n'égale un dixième de toute l'étendue mentionnée dans la concession. S. R. 1925, c. 44, a. 62.

from the date of the patent, nor unless the deficiency be equal to one-tenth of the whole quantity mentioned in the deed of concession. R. S. 1925, c. 44, s. 62.

Choses mobilières.

63. Toute compensation, accordée en vertu des articles 61 et 62, excepté lorsque des terres sont spécialement affectées pour cet objet par le ministre, et toutes les réclamations à cet égard sont considérées comme choses mobilières et sont traitées comme telles. S. R. 1925, c. 44, a. 63.

63. All compensation awarded under sections 61 and 62, except where land is specially assigned therefor by the Minister, and all claims therefor, shall be treated as moveable property and dealt with accordingly. R. S. 1925, c. 44, s. 63.

Annulation judiciaire.

64. Les lettres patentes émises par la couronne peuvent être déclarées nulles ou mises à néant par la Cour supérieure pour les causes et de la manière prescrites au Code de procédure civile. S. R. 1925, c. 44, a. 64.

64. Letters-patent granted by the Crown may be declared null or set aside by the Superior Court for the causes and in the manner prescribed by the Code of Civil Procedure. R. S. 1925, c. 44, s. 64.

SECTION VII

DE L'AFFERMAGE DE LA PÉNINSULE MANICOUAGAN

Affermage autorisé.

65. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur le rapport du ministre des terres et forêts, autoriser ce dernier à affermer, et, pour toute fin, le tout ou une partie quelconque du territoire de la province non concédé et non occupé, connu sous le nom de "péninsule Manicouagan", n'excédant pas une étendue de quarante-cinq milles carrés ainsi que la grève qui l'entoure, pour une période de dix années ou moins, soit à rente annuelle fixe, soit à un pourcentage sur les produits nets obtenus par les fermiers, si le territoire ainsi affermé est employé pour des fins de manufacture ou de commerce. S. R. 1925, c. 44, a. 65.

DIVISION VII

LEASING OF THE PENINSULA OF MANICOUAGAN

65. The Lieutenant-Governor in Council may, on report of the Minister of Lands and Forests, authorize the said Minister to lease, for any and all purposes and for not more than ten years, the whole or any part of that portion of ungranted and unoccupied territory in the Province known as the "Manicouagan Peninsula", not more than forty-five square miles, and the beach bordering the same, either at a fixed annual rental or at a percentage of the net proceeds derived by the lessees therefrom, if the territory so leased be used for manufacturing or commercial purposes. R. S. 1925, c. 44, s. 65.

Droits sauvegardés.

66. Cet affermage ne doit, en aucune manière, affecter les droits des occupants actuels et doit être sujet aux autres termes et conditions qui peuvent être imposés. S. R. 1925, c. 44, a. 66.

66. The lease shall in no way interfere with the right of actual occupants, and shall be subject to such other terms and conditions as may be imposed. R. S. 1925, c. 44, s. 66.

SECTION VIII

DES TERRES RÉSERVÉES AUX SAUVAGES

Usufruit réservé aux sauvages.

67. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et affecter, en faveur des diverses tribus sauvages de cette province, l'usufruit des terres publiques désignées,

DIVISION VIII

LANDS SET APART FOR INDIANS

67. The Lieutenant-Governor in Council may reserve and set apart, for the benefit of the various Indian tribes of this Province, the usufruct of public

arpentées et classées à cette fin par le ministre des terres et forêts.

lands described, surveyed and classified for such purpose by the Minister of Lands and Forests.

Superficie. L'étendue de ces terres publiques ne doit pas excéder, en totalité, une superficie de trois cent trente mille acres.

The extent of such public lands shall not exceed, in all, three hundred and thirty thousand acres in superficies.

Transfert. L'usufruit des terres ainsi désignées, arpentées et classées par le ministre des terres et forêts, est transféré, gratuitement et aux conditions qu'il détermine, par le lieutenant-gouverneur en conseil, au gouvernement du Canada, pour être administré par lui en fidéicommiss pour lesdites tribus sauvages.

The usufruct of the lands described, surveyed and classified by the Minister of Lands and Forests shall be transferred, gratuitously and on such conditions as he may determine, by the Lieutenant-Governor in Council to the Government of Canada to be administered by it in trust for the said Indian tribes.

Incessibilité. Cet usufruit est incessible, en tout ou en partie, et les terres qui y sont sujettes font retour au gouvernement de cette province, sans aucune formalité quelconque, à compter du jour où les sauvages auxquels elles ont été attribuées en usufruit par le gouvernement du Canada, cessent de les occuper à titre d'usufruitiers.

Such usufruct shall be inalienable, in whole or in part, and the lands subjected thereto shall return to the Government of this Province, without any formality whatsoever, from and after the date when the Indians to whom they have been assigned in usufruct by the Government of Canada cease to occupy them as usufructuaries.

Droits de mines. Les droits de mines ne sont pas compris dans cette concession, nonobstant l'absence d'une mention à cet effet.

Mining rights shall not be included in such concession, notwithstanding the absence of any mention to that effect.

Permis de coupe. Cette réserve ne sera octroyée ou distraite d'aucun territoire sous licence de coupe de bois à moins que le consentement du porteur de licence n'ait été préalablement obtenu. S. R. 1925, c. 44, a. 67.

Nor shall any such reserve be granted or taken out of any territory under license to cut timber, unless the consent of the license-holder shall be first obtained. R. S. 1925, c. 44, s. 67.

TROISIÈME PARTIE

DES BOIS ET DES FORÊTS SUR LES TERRES PUBLIQUES

SECTION I

DE L'EXPLOITATION DES FORÊTS

§ 1.—Des permis de coupe de bois

68. Le ministre des terres et forêts, ou tout officier ou agent sous ses ordres et dûment autorisé à cette fin, peut accorder des permis de coupe de bois sur les terres publiques non concédées, aux taux et conditions et d'après les règlements et restrictions établis, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil, et dont avis est dûment donné dans la *Gazette officielle de Québec*.

Enregistrement. Les dispositions de l'article 34, s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux permis de

PART III

WOODS AND FORESTS ON PUBLIC LANDS

DIVISION I

TIMBER LIMITS

§ 1.—Licenses to cut Timber

68. The Minister of Lands and Forests, or any officer or agent under him, authorized for that purpose, may grant licenses to cut timber on the ungranted lands of the Crown, at such rates, and subject to such conditions, regulations and restrictions as may, from time to time, be established by the Lieutenant-Governor in Council, and of which notice shall be given in the *Quebec Official Gazette*.

The provisions of section 34, shall apply, *mutatis mutandis*, to licenses to cut timber.

coupe de bois. S. R. 1925, c. 44, aa. 68 et 70a; 24 Geo. V, c. 21, a. 3.

R. S. 1925, c. 44, ss. 68 and 70a; 24 Geo. V, c. 21, s. 3.

Coupe rase, etc. 69. Dans toutes les forêts de la couronne, aucune coupe rase ni aucune exploitation faisant exception aux règlements en vigueur ne peuvent être faites sans une autorisation spéciale du lieutenant-gouverneur en conseil.

Autorisation. Cette autorisation ne peut être accordée au concessionnaire que s'il en a fait la demande au ministre des terres et forêts et a produit en même temps un plan d'aménagement basé sur un inventaire approprié et fait selon les instructions du ministre.

Coupe extraordinaire. L'autorisation de faire dans une forêt de la couronne des coupes extraordinaires à la suite de chablis, d'incendie, d'épidémie d'insectes ou de maladies cryptogamiques, ne peut être accordée à un concessionnaire que s'il en fait la demande au ministre des terres et forêts et a produit un plan et un rapport indiquant les étendues affectées et le volume des bois en perdition. S. R. 1925, c. 44, a. 69; 18 Geo. V, c. 26, a. 1.

Durée des permis. 70. Nul permis n'est accordé pour une période de plus de douze mois; mais tout permis est sujet à renouvellement conformément aux règlements faits de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Renouvellement. Le renouvellement d'un permis en vertu des dispositions précédentes est, en ce qui concerne les terrains visés par ce renouvellement, la continuation du permis originellement émis, et le permis renouvelé, à l'égard de ces terrains, est censé avoir existé sans interruption depuis la date de l'émission du permis original.

Permis contradictoires. Si, par suite de quelque inexactitude d'arpentage ou par suite de toute autre erreur ou cause quelconque, un permis se trouve comprendre des terrains déjà désignés dans un permis d'une date antérieure, le dernier permis en date devient nul et de nul effet, en autant qu'il peut déroger à celui qui a été accordé précédemment.

Pas de recours. Le possesseur ou propriétaire du permis ainsi devenu nul et de nul effet, n'a aucun recours quelconque contre le gouverne-

69. In all forests belonging to the Crown, no clean cutting and no operations constituting an exception to the regulations in force may be carried on without a special authorization from the Lieutenant-Governor in Council.

No such authorization may be granted to the license-holder unless he makes application therefor to the Minister of Lands and Forests, and, at the same time, produces a working plan based on a proper inventory and made according to the instructions of the Minister.

No authorization to do, in a forest belonging to the Crown, extraordinary cutting on account of windfalls, fire, epidemics of insects or cryptogamic diseases, may be granted to a license-holder unless he applies therefor to the Minister of Lands and Forests and produces a plan and a report showing the extent so affected and the volume of woods in course of destruction. R. S. 1925, c. 44, s. 69; 18 Geo. V, c. 26, s. 1.

70. No license shall be granted for longer than twelve months; but every license shall be subject to renewal in accordance with the regulations made, from time to time, by the Lieutenant-Governor in Council.

The renewal of a license under the foregoing provisions shall, as regards the lands contemplated by such renewal, be the continuation of the license originally issued, and the renewal license, with respect to such lands, shall be deemed to have existed, without interruption, from the date of the issuing of the original license.

If, in consequence of any incorrectness of survey or other error or cause, a license be found to comprise lands already included in a license of a prior date, the license last granted shall be null and of no effect in so far as it interferes with the one previously issued.

No holder or owner of the license having thus become null and of no effect shall have any recourse whatsoever against the

ment pour indemnité ou compensation à raison de cette annulation. S. R. 1925, c. 44, a. 70; 18 Geo. V, c. 27, a. 1; 24 Geo. V, c. 21, a. 3.

Droits en vertu du permis.

71. Le permis doit contenir une description du terrain sur lequel la coupe du bois doit se faire, et est censé conférer pour le temps, à la personne qui l'a obtenu, le droit de prendre possession et de jouir, à l'exclusion de toutes autres personnes, du terrain y mentionné d'après les règlements et restrictions établis. S. R. 1925, c. 44, a. 71.

Droits sur les arbres, etc.

72. Ce permis a l'effet de donner à la personne qui en est en possession tous droits de propriété quelconques sur les arbres, bois de sciage et de construction qui sont et peuvent être coupés dans les limites décrites dans le permis pendant la durée qui y est portée, soit que ces arbres, bois de sciage et de construction soient coupés par la personne qui a ou possède le permis ou par d'autres personnes avec ou sans son consentement. S. R. 1925, c. 44, a. 72.

Rapport des transactions enrg.

73. Tout registrateur est tenu d'informer, dans un délai d'un mois, le département des terres et forêts de toutes les transactions enregistrées à son bureau, qui affectent les concessions forestières affermées par la couronne. S. R. 1925, c. 44, a. 73.

Saisie-revendication.

74. Tel permis est un titre suffisant pour autoriser la personne qui le possède, à saisir ou à faire saisir par voie de saisie-revendication ou autrement, tels arbres, bois de sciage et de construction partout où ils sont trouvés en la possession de ceux qui les détiennent sans autorisation; et aussi à intenter toute action ou poursuite contre tout possesseur injuste du terrain désigné dans le permis, ou contre ceux qui pourraient y commettre des empiètements, ainsi qu'à poursuivre tous autres délinquants, et à recouvrer tous les dommages qu'elle pourrait avoir soufferts. S. R. 1925, c. 44, a. 74.

Droit d'action.

Procédures pendantes.

75. Les procédures pendantes à l'expiration de tout tel permis, peuvent être

Government for indemnity or compensation by reason of such nullity. R. S. 1925, c. 44, s. 70; 18 Geo. V, c. 27, s. 1; 24 Geo. V, c. 21, s. 3.

71. Every license shall describe the lands upon which the timber may be cut, and shall be deemed to confer, for the time being, on the licensee, the right to take and keep exclusive possession of the lands so described, subject to such regulations and restrictions as may be established. R. S. 1925, c. 44, s. 71.

Scope of license.

72. Such license shall vest in the holder thereof all rights of property in all trees, timber and lumber cut within the limits of the license during the term thereof, whether cut by authority of the holder of such license or by any other person, with or without his consent. R. S. 1925, c. 44, s. 72.

Ownership of trees, etc.

73. Each registrar shall inform the Department of Lands and Forests, within a delay of one month, of all transactions registered in his office, affecting timber limits licensed by the Crown. R. S. 1925, c. 44, s. 73.

Registrations reported.

74. Every such license shall entitle the holder thereof to seize or cause to be seized, in revendication or otherwise, such trees, timber or lumber where the same are found in the possession of any unauthorized person, and also to institute any action or suit against any wrongful possessor or trespasser, and to prosecute all trespassers and other offenders, and to recover the damages suffered. R. S. 1925, c. 44, s. 74.

Right of action.

75. All proceedings pending at the expiration of any such license may be

Pending proceedings.

continué et mené à terme, de la même manière que si l'époque de la durée du permis n'était pas expirée. S. R. 1925, c. 44, a. 75.

continued and completed as if the license had not expired. R. S. 1925, c. 44, s. 75.

Terres de colonisation.

76. Les terres transférées au département de la colonisation, jusqu'au 1er janvier 1923, cessent d'être sujettes à tout permis de coupe à compter du 30 avril suivant l'émission du billet de location par le département de la colonisation.

76. The land transferred to the Department of Colonization, up to the 1st of January, 1923, shall cease to be subject to any license to cut timber from and after the 30th of April following the issue of a location ticket by the Department of Colonization. Colonization lands.

Effet du renouvellement.

Tout permis de coupe renouvelé dans le délai accordé par les règlements a son effet depuis la date de l'émission du permis originaire.

Any license to cut timber renewed within the delay allowed by the regulations shall take effect from the date of the issuing of the original license. Effect of renewal.

Droits du colon.

Le porteur de permis de coupe de bois est tenu de donner au porteur de billet de location, pendant tout le temps que durent les droits du porteur de permis sur le lot, la préférence de couper pour lui le bois marchand sur tels lots, au prix que tel porteur de permis paie pour ouvrage du même genre dans la localité. S. R. 1925, c. 44, a. 76; 24 Geo. V, c. 21, a. 4; 25-26 Geo. V, c. 11, a. 8.

The holder of a license to cut timber shall be bound to give to the holder of a location ticket, during the whole period of his rights to cut timber on the lot, the privilege of cutting for him the marketable timber on such lot, at the price paid by such license-holder for work of the same kind in that locality. R. S. 1925, c. 44, s. 76; 24 Geo. V, c. 21, s. 4; 25-26 Geo. V, c. 11, s. 8. Settlers' rights.

Permis renouvelables.

77. Le ministre a toujours le pouvoir, sujet à l'article 98, d'accorder des permis de coupe de bois, sujets au privilège d'être, pendant un certain nombre d'années, renouvelés annuellement. S. R. 1925, c. 44, a. 77.

77. The Minister may always, subject to section 98, issue licenses to cut timber, subject to the privilege of their being renewable, annually, for any fixed period of years. R. S. 1925, c. 44, s. 77. Licenses renewable.

Extinction des privilèges, etc.

78. Tout privilège, hypothèque ou droit réel, affectant un droit de coupe de bois ou de concession forestière sur les terres publiques, est éteint de plein droit dès que le terrain sur lequel porte ledit droit de coupe de bois est retiré d'une concession forestière. S. R. 1925, c. 44, a. 77a; 24 Geo. V, c. 21, a. 5.

78. Any privilege, hypothec or real right, affecting a right to cut timber or a timber limit right on public lands, shall be extinguished *pleno jure* as soon as the land, upon which such right to cut timber exists, is withdrawn from a timber limit. R. S. 1925, c. 44, s. 77a; 24 Geo. V, c. 21, s. 5. Privilege, etc., extinguished.

§ 2.—Des obligations des personnes obtenant des permis

§ 2.—Obligation of Parties Obtaining Licenses

Rapport.

79. À l'expiration du permis, celui qui l'a obtenu doit produire à l'officier ou à l'agent qui l'a accordé, ou au ministre, un rapport indiquant le nombre et les espèces d'arbres qu'il a coupés, la quantité et la description des billots de sciage, ou le nombre et la description des pièces de bois carré qu'il a manufacturées et enlevées en vertu de ce permis.

79. Every person obtaining a license shall, at the expiration thereof, make to the officer or agent granting the same, or to the Minister, a return of the number and kinds of trees cut, and of the quantity and description of saw logs, or of the number and description of sticks of square timber manufactured and carried away under such license. Return.

Serment. Cet état doit être attesté sous serment par le détenteur du permis ou par son agent, ou par le contremaître ou son principal homme d'affaires, devant un juge de paix. S. R. 1925, c. 44, aa. 78-79.

Refus de fournir le rapport. **80.** Quiconque refuse ou néglige de fournir un tel état, ou élude ou cherche à éluder les règlements établis par arrêté en conseil, est censé avoir coupé le bois sans autorisation, et il est disposé de ce bois en conséquence. Pour chaque jour de retard à fournir un tel état, il est passible, en sus des pénalités prévues par la loi et les règlements, d'une amende de dix dollars. S. R. 1925, c. 44, a. 80.

Peines.

Privilège de la couronne. **81.** Le bois marchand coupé en vertu d'un permis est sujet et affecté au paiement des droits dus à la couronne, aussi longtemps et en tout endroit qu'il peut être trouvé, qu'il soit encore en billes ou qu'il ait été converti en madriers, planches ou autrement.

Droit de suite. Tout officier ou agent chargé de la perception de ces droits peut suivre, saisir et détenir ce bois partout où il est trouvé, jusqu'à ce que les droits soient payés ou que le paiement en soit suffisamment garanti. S. R. 1925, c. 44, a. 81.

Extinction du privilège. **82.** Les reconnaissances ou billets pris pour le paiement des droits de la couronne, soit avant, soit après la coupe du bois, comme sûreté subsidiaire ou pour en faciliter la perception, n'affectent ni n'invalident en aucune manière le privilège de la couronne sur aucune partie de ce bois; ce privilège subsiste dans toute sa force et vigueur jusqu'à ce que les droits soient réellement acquittés. S. R. 1925, c. 44, a. 82.

Vente du bois saisi. **83.** Si une quantité de bois saisi et détenu faute du paiement des droits, demeure deux mois sous la garde de l'agent ou de la personne préposée à sa garde, sans que les droits et les dépenses soient payés, le ministre peut ordonner que la vente en ait lieu après un avis préalable de quinze jours donné sur les lieux où le bois a été saisi. S. R. 1925, c. 44, a. 83.

Such statement shall be sworn to by Oath. the holder of the license, or by his agent, foreman, or chief man of business, before a justice of the peace. R. S. 1925, c. 44, ss. 78-79.

80. Any person refusing or neglecting to furnish such statement, or evading or attempting to evade any regulation made by order-in-council, shall be held to have cut without authority, and the timber made shall be dealt with accordingly. Such person shall incur, for each day's delay in furnishing such statement, a fine of ten dollars in addition to the penalties provided by the law and the regulations. R. S. 1925, c. 44, s. 80.

81. All merchantable timber cut under license shall be liable for the payment of the Crown dues thereon, so long as and wheresoever the said timber may be found, whether in the original logs or manufactured into deals, boards or other material.

Any officer or agent entrusted with the collection of such dues may follow all such timber and seize and detain the same wherever it is found, until the dues are paid or secured. R. S. 1925, c. 44, s. 81.

82. Bonds or promissory notes taken for Crown dues either before or after the cutting of the timber, as collateral security or to facilitate collection, shall not, in any way, affect the privilege or lien of the Crown on the timber, but such privilege or lien shall subsist until the said dues are actually paid. R. S. 1925, c. 44, s. 82.

83. If any timber, so seized and detained for non-payment of Crown dues, remains for two months in the custody of the agent or the person appointed to guard the same, without the dues and expenses having been paid, the Minister may order a sale of the said timber to be made, after fifteen days notice has been given at the place where the seizure was effected. R. S. 1925, c. 44, s. 83.

Produit
de la
vente.

84. La balance du produit de la vente, déduction faite du montant des droits et des frais, est remise au propriétaire du bois ou à la personne qui y a droit et la réclame. S. R. 1925, c. 44, a. 84.

84. The balance of the proceeds of such sale, after retaining the amount of dues and costs incurred, shall be handed over to the owner of such timber or to the claimant entitled thereto. R. S. 1925, c. 44, s. 84.

§ 3.—*Des obligations des propriétaires de scierie et des personnes faisant le commerce de bois, autres que les porteurs de permis*

§ 3.—*Obligation of Saw-mill Owners and Persons carrying on Lumber Business, other than License-Holders*

Rensei-
gnements
exigés.

85. Tout propriétaire de scierie et toute personne qui fait le commerce de bois en cette province, autres que les porteurs de permis de coupe de bois, peuvent être requis, par le ministre ou son représentant, de déclarer sous serment la provenance du bois dont ils sont propriétaires ou en possession, et de donner tous les renseignements nécessaires pour prouver que ce bois est exempt de droits dus à la couronne.

85. Every saw-mill owner and every person carrying on a lumber business in this Province, other than holders of licenses to cut timber from the Crown, may be required by the Minister or his representative to declare under oath whence they have obtained the timber owned by them or in their possession, and to give all necessary information to prove that such timber is exempt from Crown dues. Information re-
quired.

Saisie.

Le refus de donner ces renseignements est une raison valable, pour le ministre ou son représentant, de saisir le bois comme ayant été coupé en contravention sur les terres de la couronne, et de le traiter en conséquence. S. R. 1925, c. 44, a. 85.

The refusal to give such information shall be sufficient reason for the Minister or his representative to seize such timber as having been wrongfully cut on Crown lands, and to deal with it accordingly. Seizure.
R. S. 1925, c. 44, s. 85.

Scieries
sur les
terres de
la cou-
ronne.

86. Aucune personne ne peut établir de scierie sur les terres de la couronne ni à moins d'un mille de distance d'une concession forestière qu'avec l'autorisation écrite du département des terres et forêts, et elle doit se conformer aux règlements du département relatifs aux modes de disposer des déchets de sciage, à l'empilement des produits et à toutes autres fins se rapportant à la protection des forêts contre les incendies. Toute contravention rend le contrevenant passible d'une amende de dix dollars pour chaque jour pendant lequel il est en défaut de se conformer auxdites dispositions. En sus de l'amende, le juge peut ordonner la démolition de la scierie dans un délai d'un mois après le prononcé du jugement. S. R. 1925, c. 44, a. 86.

86. No person shall establish a saw-mill on Crown lands, nor within one mile from any timber limit, without the written authorization of the Department of Lands and Forests; and every person, when so authorized, shall comply with the regulations of the Department respecting the manner of disposing of the waste from the sawmill, the piling of the products, and respecting all other matters relating to the protection of forests against fire. Every infringement shall render the offender liable to a fine of ten dollars for each day he is in default to comply with the said provisions. In addition to the fine, the judge may order the demolition of the sawmill within a delay of one month from the date of rendering judgment. Fine.
Demolition.
R. S. 1925, c. 44, s. 86.

Amende.

Démoli-
tion.

§ 4.—*Des peines édictées contre les personnes coupant du bois sans permis*

§ 4.—*Penalty for Persons cutting Timber without License*

Coupe
sans per-
mis.

87. Quiconque, sans autorisation, coupe, emploie ou engage d'autres personnes

87. Any person who, without authority, cuts or employs or induces any other

Cutting
without
license.

à couper, ou aide à couper du bois de quelque espèce que ce soit sur les terres publiques; ou déplace ou enlève, ou emploie, engage ou aide d'autres personnes à déplacer ou enlever de quelqu'une des terres publiques du bois marchand quelconque ainsi coupé, n'acquiert aucun droit sur ce bois, et ne peut réclamer aucune rémunération pour avoir coupé et préparé ce bois pour le marché, ou l'avoir transporté au marché ou l'en avoir rapproché.

Peine. En plus de la perte de son travail et de ses déboursés, il encourt la confiscation de ses bois et devient passible d'une amende de trois dollars pour chaque arbre qu'il est trouvé coupable d'avoir coupé ou fait couper, d'avoir enlevé ou fait enlever sans autorisation.

Poursuite. Cette somme est recouvrable avec les frais, à la poursuite et au nom du procureur général représentant Sa Majesté aux droits de la province, devant tout tribunal ayant juridiction en matière civile jusqu'à concurrence du montant de la pénalité.

Fardeau de la preuve. Il devient, en pareil cas, du devoir de la partie poursuivie, de prouver qu'elle a obtenu un permis ou une autorisation pour couper du bois; et l'allégation que la personne qui a effectué la saisie est dûment employée en vertu de la présente loi ou de la Loi du département des terres et forêts (chap. 92), est censée une preuve suffisante de ce fait, à moins que le défendeur ne prouve le contraire. S. R. 1925, c. 44, aa. 87-88; 3 Geo. VI, c. 15, a. 1.

Saisie du bois illégalement coupé. 88. Chaque fois qu'une information satisfaisante appuyée de l'affidavit d'une ou de plusieurs personnes reçu par un juge de paix ou devant toute autre personne compétente, est donnée au ministre ou à tout officier ou agent du département des terres et forêts, portant qu'une quantité quelconque de bois a été coupée sans autorisation sur les terres publiques, et spécifiant le lieu où cette quantité de bois peut être trouvée, le ministre, l'officier ou l'agent ou l'un d'eux, peut saisir ou faire saisir au nom de Sa Majesté, partout où il peut être trouvé, le bois dont la coupe, d'après l'information, a été faite sans autorisation, et le mettre

person to cut, or assists in cutting any timber of any kind on any public lands, or removes or carries away or employs, induces or assists any other person to remove or carry away any merchantable timber of any kind, so cut from any of the public lands aforesaid, shall not acquire any right to the timber so cut, or any claim to any remuneration for cutting, preparing the same for market or conveying the same to or towards market.

In addition to the loss of his labour and disbursements, he shall incur the confiscation of his timber and become liable to a fine of three dollars for each tree, which he has been found guilty of having cut or caused to be cut, or of having carried away or caused to be carried away without authorization.

Such sum shall be recoverable, with costs, at the suit and in the name of the Attorney-General representing His Majesty in the rights of the Province, in any court having jurisdiction in civil matters to the amount of the penalty.

In all such cases, it shall be incumbent on the party charged to prove his authority to cut; and the averment that the person seizing is duly employed, under the authority of this act or the Department of Lands and Forests Act (Chap. 92), shall be sufficient proof thereof unless the contrary be proved by the defendant. R. S. 1925, c. 44, ss. 87-88; 3 Geo. VI, c. 15, s. 1.

88. Whenever satisfactory information, supported by affidavit made by one or more persons before a justice of the peace or before any other competent person, is received by the Minister or by any officer or agent of the Department of Lands and Forests, that any timber had been cut without authority on public lands, and describing where the said timber can be found, the said Minister, officer or agent, or any one of them, may seize, or cause to be seized, in His Majesty's name, the timber so reported to be cut without authority, wherever it is found, and place the same under proper custody, until a decision can be

Timber unlawfully cut.

et placer sous bonne garde, jusqu'à ce qu'il intervienne une décision sur le sujet de la manière indiquée dans les articles 92 et 93.

had in the matter in the manner prescribed by sections 92 and 93.

Mêlé avec d'autre bois.

Si le bois dont la coupe a été faite sans autorisation sur les terres publiques, se trouve mêlé avec d'autres bois pour en former des radeaux, ou si ce bois se trouve autrement mêlé, soit aux moulins, soit ailleurs, de manière qu'il soit impossible ou très difficile de distinguer le bois qui a été coupé sans permis d'autres bois avec lesquels il peut se trouver mêlé, la totalité du bois ainsi mêlé est considérée comme ayant été coupée sans autorisation sur les terres publiques, et est sujette à être saisie et confisquée en conséquence, jusqu'à ce que la séparation soit faite d'une manière satisfaisante par le possesseur. S. R. 1925, c. 44, aa. 89-90.

Where the timber, so reported to have been cut without authority on public lands, has been made up with other timber into a crib, dram or raft, or in any other manner, has been so mixed up at the mills or elsewhere as to render it impossible or very difficult to distinguish the timber so cut on public lands without license, from other timber with which it is mixed up, the whole of the timber so mixed shall be held to have been cut without authority on public lands, and shall be liable to seizure and forfeiture accordingly until satisfactorily separated by the holder. R. S. 1925, c. 44, ss. 89-90.

Saisie sommaire.

89. Tout officier du service forestier de la province peut saisir sur-le-champ les bois coupés sans permis sur les terres publiques, et les mettre sous bonne garde.

89. Any officer of the forestry service of the Province may at once seize any timber cut without permit on public lands, and put the same under proper guard.

Billet de location.

Néanmoins, dans les cas où il s'agit de lots sous billet de location, tout employé autorisé par le ministère de la colonisation, peut saisir sur-le-champ les bois coupés sans permis sur tels lots et les mettre sous bonne garde.

Nevertheless, where lots under location tickets are concerned, any employee authorized by the Department of Colonization, may at once seize any timber cut without permit on such lots, and put the same under proper guard.

Voitures, etc.

Toutes les voitures, embarcations, animaux et outils qui ont servi ou devaient servir à la coupe et au transport du bois ainsi coupé illégalement peuvent aussi être saisis en même temps que le bois.

Any vehicle, craft, animal or tool used or to be used in the cutting or transportation of timber so illegally cut may also be seized at the same time as the timber.

Procès-verbal de saisie.

Un procès-verbal de cette saisie doit être fait, en triplicata, par l'officier saisissant; une copie en est laissée à la personne sur laquelle le bois est saisi, une copie doit en être fournie au département et l'autre copie gardée par l'officier saisissant. S. R. 1925, c. 44, a. 91; 21 Geo. V, c. 33, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 11, a. 133.

A *procès-verbal* in triplicate of such seizure must be made out by the officer effecting the seizure, one copy whereof shall be left with the person whose timber has been seized, one copy be given to the Department, and a third copy be kept by the said officer. R. S. 1925, c. 44, s. 91; 21 Geo. V, c. 33, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 11, s. 133.

§ 5.—*Résistance à la saisie—enlèvement du bois saisi—et confiscation de ce bois*

§ 5.—*Resisting Seizure—Removing Timber seized—Confiscation of such Timber*

Assistance.

90. L'officier ou la personne qui saisit du bois dans l'exécution de son devoir peut requérir, au nom de la couronne, l'assistance nécessaire pour assurer la garde et la

90. Any officer or person seizing timber, in the discharge of his duty, may, in the name of the Crown, call in any assistance necessary for securing and protect-

protection du bois ainsi saisi. S. R. 1925, c. 44, a. 92.

Fardeau
de la
preuve.

91. Lorsque du bois a été saisi faute du paiement des droits de la couronne ou pour toute autre cause portant confiscation, ou lorsqu'il est intenté une poursuite pour recouvrer quelque pénalité ou obtenir un jugement portant confiscation, et qu'il s'agit de constater si les droits imposés sur le bois en litige ont été payés, ou si le bois a été coupé ailleurs que sur une terre publique, la preuve du paiement ou du fait que la terre sur laquelle le bois a été coupé n'est pas une terre publique, retombe sur le propriétaire du bois ou sur la personne qui le réclame, et non sur l'officier qui l'a saisi, ou sur la partie qui a intenté l'action. S. R. 1925, c. 44, a. 93.

Confisca-
tion.

92. Tout le bois et autres objets saisis sont censés confisqués à moins que la personne en possession de laquelle ils sont saisis ou le propriétaire ne donne avis au ministre, dans les quinze jours de la saisie, qu'il les réclame en tout ou en partie, et que le bois, en tout ou en partie, n'est sujet à aucun droit en faveur de la couronne.

Réclama-
tion.

Affidavit.

L'avis doit être accompagné d'un affidavit reçu par un juge de paix ou toute autre personne autorisée à recevoir des affidavits suivant l'article 7, attestant que les faits allégués par le réclamant sont vrais.

Vente.

À défaut de cet avis, le ministre peut ordonner à l'officier saisissant de procéder à la vente du bois ou autres objets saisis, après un avis donné sur les lieux au moins quinze jours d'avance. S. R. 1925, c. 44, a. 94.

Opposi-
tion du
récla-
mant.

93. Si, dans les quinze jours qui suivent l'avis donné en vertu de l'article 92, le ministre n'a pas donné mainlevée de la saisie au réclamant, ce dernier doit, dans les huit jours, faire opposition à la saisie de la même manière que se font les oppositions afin d'annuler et afin de distraire en vertu du Code de procédure civile.

Récep-
tion.

L'opposition doit, de plus, au préalable, être reçue par un juge ayant juridiction dans le district où le bois a été saisi.

ing the timber so seized. R. S. 1925, c. 44, s. 92.

91. Whenever any timber is seized for non-payment of Crown dues or for any other cause of forfeiture, or any prosecution is brought for any penalty or forfeiture, and any question arises whether the said dues have been paid on such timber, or whether the said timber was cut elsewhere than on the public lands aforesaid, the burden of proving payment, or on what land the said timber was cut, shall lie on the owner or claimant of such timber, and not on the officer who seizes the same or the person bringing such prosecution. R. S. 1925, c. 44, s. 93.

Burden of
proof.

92. All timber and other things seized shall be deemed confiscated, unless the person upon whom they be seized or the owner thereof, within fifteen days of the seizure, give notice to the Minister that he claims the whole or part thereof, and that the said timber so seized, or part thereof, is not liable to any Crown dues.

Confisca-
tion.

Claim.

The notice shall be accompanied by an affidavit taken before a justice of the peace, or any other person authorized to receive affidavits under section 7, attesting the truth of the facts alleged by the claimant.

Affidavit.

In default of such notice, the Minister may order the seizing officer to proceed with the sale of the timber or other things seized, after a previous notice of fifteen days given in the place where the seizure was effected. R. S. 1925, c. 44, s. 94.

Sale.

93. If, during the fifteen days after the notice given under section 92, the Minister has not given up the timber seized, to the claimant, the latter may, within eight days, make an opposition to the seizure in the same manner as oppositions to annul and to withdraw are made under the Code of Civil Procedure.

Opposi-
tion.

The opposition shall further be previously allowed by a judge having jurisdiction in the district in which the timber has been seized.

Recep-
tion.

Ordon- nance du juge.	Le juge écrit sur l'opposition, s'il la reçoit, une ordonnance enjoignant à l'officier saisissant de faire rapport de ses procédures dans la saisie devant le tribunal ayant juridiction ou tout juge de ce tribunal, dans les huit jours de la signification qui lui sera faite de l'opposition accompagnée de l'ordonnance du juge.	The judge shall, if he allow it, endorse on the opposition an order upon the seizing officer to return the proceedings on the seizure before the court having jurisdiction or any judge of such court, within eight days after service to be made upon him of such opposition accompanied by the judge's order.	Order by judge.
Dépôt.	L'opposition ne peut être reçue qu'après qu'un dépôt de cent dollars a été fait par l'opposant, comme garantie des frais, au greffe du tribunal dont fait partie le juge compétent.	The opposition shall not be allowed, unless a deposit of one hundred dollars has been made by the opposant as security for costs, in the office of the court to which the said judge belongs.	Deposit.
Posses- sion du bois.	L'opposant peut, pendant l'instance, obtenir la possession du bois et autres objets saisis en donnant deux cautions suffisantes, préalablement approuvées par le ministre, pour le paiement de la valeur du bois et autres objets saisis, dans le cas où le tout serait confisqué.	The opposant may, during the proceedings, obtain possession of the timber and other things seized, upon giving two good and sufficient sureties, previously approved by the Minister, to pay the value of the timber and other things seized, if the whole be confiscated.	Possession of timber.
Caution- nement.	Le cautionnement est donné en faveur de Sa Majesté au nom du ministre et est délivré à ce dernier qui le conserve.	The bond shall be taken in the name of the Minister to His Majesty's use, and shall be delivered up to and kept by the Minister.	Bond.
Paiement de la va- leur.	Si le bois et autres objets saisis sont confisqués, la valeur en est aussitôt payée au ministre; à défaut de quoi le cautionnement conserve ses force et vigueur.	If the timber and other things seized be confiscated, the value thereof shall be forthwith paid to the Minister; otherwise such bond shall remain in force.	Payment of value.
Procé- dure som- maire.	L'opposition est entendue et jugée, en terme ou en vacances, suivant la pratique ordinaire du tribunal d'après la procédure sommaire autre que celle suivie dans les poursuites entre locateurs et locataires. S. R. 1925, c. 44, a. 95.	The opposition shall be heard and decided, in term or in vacation, according to the ordinary practice of the court in summary matters, other than those between lessor and lessee. R. S. 1925, c. 44, s. 95.	Summary procedure.
Coupe illégal près des fron- tières.	94. Tout le bois coupé sans permis, à une distance n'excédant pas dix milles des lignes frontières qui séparent cette province des États-Unis, ou de celles la séparant des provinces avoisinantes, peut, dès qu'il a été constaté qu'il a été coupé en contravention avec la loi, et après que la saisie régulière en a été faite, être vendu immédiatement par la personne dûment autorisée à cet effet, laquelle n'est pas tenue pour cela à l'avis ni au délai voulus dans des circonstances analogues pour toute autre partie de la province. S. R. 1925, c. 44, a. 96.	94. All timber cut without license, not more than ten miles from the boundary line dividing this Province from the United States, or from any neighboring Province, as soon as it shall have been established that the said timber has been cut unlawfully, and that the due seizure thereof has been made, may be at once sold by the person duly authorized for that purpose, without his being obliged to give the notice and delay required, under similar circumstances, for any other part of the Province. R. S. 1925, c. 44, s. 96.	Unlaw- fully cut- ting near frontier.
Faux exposé.	95. Toute personne qui se prévaut d'un faux exposé ou d'un faux serment pour éluder le paiement des droits, encourt	95. Every person availing himself of any false statement or oath to evade the payment of Crown dues, shall forfeit the	False sta- tement.

la confiscation du bois pour lequel les droits dont elle a cherché à éluder le paiement sont dus. S. R. 1925, c. 44, a. 97.

timber on which dues are attempted to be evaded. R. S. 1925, c. 44, s. 97.

Droits
sauvegar-
dés.

96. Rien dans la présente loi ne doit être interprété comme invalidant ou affectant en aucune manière les permis accordés avant le 30 mai 1849, ou les obligations alors contractées pour le paiement des droits dus à la couronne en vertu de ce permis, ou comme invalidant ou affectant les privilèges ou liens que pouvait avoir la couronne sur tout bois coupé sur les terres publiques dans les limites de la province à cette date, et pour lequel les droits exigés n'ont pas été payés, nonobstant toute reconnaissance ou tout billet qui pourrait avoir été reçu pour le montant de ces droits. S. R. 1925, c. 44, a. 98.

96. Nothing in this act contained shall, in any way, invalidate or affect licenses granted before the 30th of May, 1849, or any obligation then contracted for payment of Crown dues under such licenses, or invalidate the privilege or lien of the Crown, on any timber cut upon public land within the Province at such date, and upon which the dues theretofore exacted have not been paid, notwithstanding any bond or promissory note taken for the amount of such dues. R. S. 1925, c. 44, s. 98.

§ 6.—*De la vente des coupes de bois*

§ 6.—*Sale of Timber Limits*

Inven-
taire.

97. Toutes les concessions forestières non inventoriées qui seront affermées, après le 22 mars 1928, devront être inventoriées dans les délais fixés par les conditions d'affermage respectif et ce, conformément aux dispositions de l'article 69 de la présente loi. S. R. 1925, c. 44, a. 99a; 18 Geo. V, c. 26, a. 2.

97. All non-inventoried timber limits which will be leased after the 22nd of March, 1928, shall be inventoried within the delays fixed by the respective leasing conditions, same in conformity with the provisions of section 69 of this act. R. S. 1925, c. 44, s. 99a; 18 Geo. V, c. 26, s. 2.

Vente à
l'enchère.

98. Toutes les limites à bois comprises dans le territoire vacant de la couronne, appartenant à cette province, doivent être vendues publiquement à l'enchère. S. R. 1925, c. 44, a. 99.

98. All timber limits within the un-occupied territory of the Crown, belonging to the Province, shall be sold at public auction. R. S. 1925, c. 44, s. 99.

Permis
spéciaux.

99. Toutefois le ministre des terres et forêts est autorisé à émettre, sans enchère publique et sans avis préalable, des permis spéciaux valides pour une période de douze mois à compter de la date de leur émission, pour la coupe du bois sur des terrains vacants de la couronne pour un volume n'excédant pas 150,000 pieds cubes par permis, moyennant le paiement des droits de coupe et suivant les conditions ordinaires et spéciales spécifiées par la loi et les règlements en vigueur et par l'arrêté en conseil autorisant l'émission de tel permis spécial.

99. The Minister of Lands and Forests is, however, authorized to issue, without public auction and without previous notice, special permits effective for a period of twelve months from the date of their issue, to cut timber on vacant Crown lands to an extent not exceeding one hundred and fifty thousand cubic feet per permit, in consideration of the payment of stumpage dues and according to the usual and special conditions specified by law and in the regulations in force and in the order-in-council authorizing the issuing of such special permit.

Le volume peut être porté à trois cent mille pieds cubes lorsque les bois coupés sont destinés à être débités dans une

The quantity may be increased to three hundred thousand cubic feet when the timber cut is intended to be sawn in a

scierie dont l'exploitation est économique-ment nécessaire à une localité voisine.

sawmill the operating of which is an economic necessity for a neighbouring locality.

Restriction. Aucune personne ou compagnie ne peut obtenir au cours d'une même année plus d'un permis spécial mentionné ci-dessus ni ne peut en obtenir un nouveau sans avoir entièrement payé toutes les sommes qu'elle doit à la couronne.

Restriction. No person or company shall obtain, during the same year, more than one of the special permits above-mentioned, nor a new permit without having fully paid up all monies which such person or company owes to the Crown.

Manufacture, etc. Tous les bois coupés en vertu de ces permis spéciaux doivent être manufacturés ou utilisés dans les limites de la province de Québec. S. R. 1925, c. 44, a. 99b; 21 Geo. V, c. 33, a. 2; 5 Geo. VI, c. 25, a. 3.

Manu-facture, etc. All timber cut under such special permits must be manufactured or utilized within the Province of Quebec. R. S. 1925, c. 44, s. 99b; 21 Geo. V, c. 33, s. 2; 5 Geo. VI, c. 25, s. 3.

Avis de la vente. 100. Les ventes faites en conformité de l'article 98, et présidées par un officier du département des terres et forêts ou toute autre personne ayant reçu instruction du ministre à cette fin, ont lieu à l'endroit et de la manière prescrits dans l'avis donné, au moins trente jours avant la vente, dans la *Gazette officielle de Québec* et dans les journaux indiqués par le ministre.

Notice of sale. 100. Sales under section 98, conducted by any officer of the Department of Lands and Forests, or by any other person, who shall, for that purpose, receive instructions from the Minister, shall be held at the place and in the manner specified in the notice published in the *Quebec Official Gazette* and in the newspapers specified by the Minister, which notice shall be published at least thirty days before the sale.

Idem. Cependant, lorsqu'il s'agit des limites de peu d'étendue ou de peu de valeur, excepté les agences du haut et du bas de l'Ottawa, et lorsqu'il est de l'intérêt public de hâter la vente, le ministre peut vendre, après un avis de quinze jours publié tel que prescrit dans l'alinéa précédent.

Short notice. However, in the case of limits of small extent or of small value (the Upper and Lower Ottawa agencies excepted) and when it is in the public interest to expedite the sale, the Minister may sell, after fifteen days notice published as prescribed in the first paragraph of this section.

Contenu. L'avis doit contenir une description des limites à vendre et de leur situation; et il est aussi déposé au département des terres et forêts ou au bureau de l'agent des bois pour la localité où cette vente doit avoir lieu, un plan du territoire où se trouvent situées ces limites et celles avoisinantes.

Contents. Such notice shall contain a description of the limits to be sold and their situation; and there shall also be deposited in the Department of Lands and Forests, or in the office of the timber agent for the locality in which such sale is to take place, a plan of the territory in which such limits and those adjoining them are situated.

Examen du plan. Le plan est sujet à l'examen du public durant tout le temps compris entre la publication de l'avis et le jour fixé pour la vente.

Examina-tion. Such plan shall remain open to public inspection during the whole period between the publication of the notice and the day fixed for the sale.

Mise à prix. La personne qui préside la vente doit faire connaître, lors de cette vente, la mise à prix fixée par le ministre pour chacune des limites après qu'elles ont été explorées et évaluées approximativement par le département. S. R. 1925, c. 44, aa. 100-101.

Upset price. The person presiding over the sale shall, at the hour thereof, make known the upset price fixed for each limit by the Minister after it has been explored and valued approximately by the Department. R. S. 1925, c. 44, ss. 100-101.

§ 7.—*Des pouvoirs et devoirs des concessionnaires de coupes de bois*§ 7.—*Rights and Duties of Holders of Timber Limits*

Inspection des livres.

101. Le ministre, ou tout agent autorisé à cette fin, peut, en tout temps, avoir libre accès, avec faculté de les examiner, aux livres et mémoires tenus par tout porteur de permis, indiquant la quantité de bois en mesure de planche scié par lui et provenant des billes coupées sur ses limites à bois, et, dans le cas où il ne produit pas ces livres et mémoires, lorsqu'il en est requis, il est sujet à la confiscation de son droit de renouveler son permis. S. R. 1925, c. 44, a. 102.

101. The Minister, or any authorized agent, shall, at all times, have free access to, and be permitted to examine the books and memoranda kept by any licensee, showing the quantity of lumber in board measure sawn by him from logs on his timber limits; and the failure to produce such books and memoranda when required so to do shall subject such licensee to a forfeiture of his right to a renewal of his license. R. S. 1925, c. 44, s. 102.

Inspection of books.

Transport du bois.

102. Les concessionnaires de limites à bois et toute personne ayant du bois à flotter, ont le droit, en toute saison, de transporter du bois et des provisions en passant sur les propriétés de personnes qui ont des terres dans ces limites; pourvu qu'ils soient tenus d'indemniser ces propriétaires pour tous dommages causés par eux ou leurs employés. S. R. 1925, c. 44, aa. 103-104.

102. The holders of timber limits and all persons having timber to float may, during any season, haul lumber and provisions across the property of persons holding lands within their limits; provided that they shall be liable to indemnify the owners for any damage caused by them or by their employees. R. S. 1925, c. 44, ss. 103-104.

Right to haul.

Indemnité.

Indemnity.

Travaux de voirie dans les concessions forestières.

103. Lorsqu'une personne exécute des ouvrages de voirie de quelque nature que ce soit, nécessaires pour faciliter soit le charroyage du bois, soit le transport des provisions, des hommes ou de l'outillage, à travers ses concessions forestières, elle n'acquiert pas, par là même, un droit exclusif d'en faire usage. Toute autre personne a le droit de se servir de ces ouvrages pour charroyer du bois ou pour transporter des provisions, des hommes ou de l'outillage, pourvu qu'elle n'y cause aucun dommage inutile et pourvu, de plus, qu'elle paie l'indemnité fixée comme péage à celui qui a fait ces ouvrages ou améliorations et qu'elle se conforme aux règlements en vigueur. Sur requête du propriétaire ou de tout autre intéressé et après inspection des ouvrages ou améliorations par un ingénieur forestier ou par toute autre personne compétente, et sur rapport du ministre des terres et forêts, le lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter les règlements concernant le tarif de péage, les véhicules, l'outillage et le trafic. Le tarif est fixé d'après la valeur des ouvrages ou améliorations, le montant requis pour les entretenir et d'après toute

103. Whenever anyone executes road work of any kind, necessary to facilitate either the hauling of timber or transportation of provisions, men or equipment, through his timber limits, he does not thereby acquire an exclusive right to use same. Any other person is entitled to use such work for hauling timber or transporting provisions, men or equipment, provided that he causes no needless damage and provided, furthermore, that he pay the indemnity fixed as a toll to the person who executed such work or improvements and that he comply with the regulations in force. At the request of the owner or of any other person interested and after inspection of the work or improvements by a forest engineer or by any other competent person, and upon a report of the Minister of Lands and Forests, the Lieutenant-Governor in Council may enact regulations respecting the tariff of tolls, the vehicles, equipment and traffic. The tariff shall be fixed according to the value of the work or improvements, the amount required for their upkeep and any other consideration found just and equitable. Before making

Roads in timber limits.

Indemnity.

Tolls, etc.

Indemnité.

Péage, etc.

	autre considération trouvée juste et équitable. Avant de se servir de tel chemin sur lequel il n'a pas été fixé de tarif, la personne désirant s'en servir doit donner un avis écrit de soixante jours de son intention au propriétaire de la limite sur laquelle est construit le chemin.	use of any such road upon which no toll has been fixed, the party wishing to make use thereof must give sixty days written notice of this said intention to the owner of the limit on which the road is built.
Avis.		Notice.
Avis d'inspection.	Avis de cette inspection doit être donné, au moins quinze jours avant qu'elle soit commencée, dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> , ainsi que dans un ou deux journaux publiés dans le district, et, à défaut de journaux publiés dans le district, dans un ou deux journaux publiés dans le district voisin.	Notice of such inspection shall be given at least fifteen days before it is begun, in the <i>Quebec Official Gazette</i> as well as in one or two newspapers published in the district, and, if no newspapers are published in the district, in one or two newspapers published in the neighbouring district.
Frais.	Tous les frais encourus pour la fixation de ces taux de péage sont à la charge de la personne qui les demande.	All costs incurred in fixing the rates of tolls shall be upon the person who applied for same.
Taux.	Les taux ainsi fixés peuvent être modifiés et demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou abrogés.	The rates so fixed may be changed and shall remain in force until they are replaced or repealed.
Enquête.	Pour établir la nature, la valeur ou le coût des ouvrages de voirie destinés à faciliter le charroyage du bois ou le transport des provisions, des hommes ou de l'outillage ou pour établir le tarif de péage adéquat, le ministre des terres et forêts peut ordonner qu'une enquête soit faite par toute cour, personne, commission ou corporation qu'il désigne et qui lui fera rapport. S. R. 1925, c. 44, a. 104a; 16 Geo. V, c. 23, a. 2.	In order to establish the nature, value or cost of the road work intended to facilitate the hauling of timber or the transportation of provisions, men or equipment, or in order to establish an adequate tariff of tolls, the Minister of Lands and Forests may order an investigation to be made by any court, person, commission or corporation which he designates, and which shall report to him. R. S. 1925, c. 44, s. 104a; 16 Geo. V, c. 23, s. 2.
Exportation illégale.	104. Toute personne qui exporte des bois coupés sur les terres de la couronne, contrairement à la loi ou aux règlements, est passible d'une amende de dix dollars par corde de bois de cent vingt-huit pieds cubes exportée et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas moins de trente jours et de pas plus d'un an. S. R. 1925, c. 44, a. 104b; 16 Geo. V, c. 23, a. 2.	104. Every person who exports timber cut upon Crown lands contrary to law or the regulations shall be liable to a fine of ten dollars per cord of one hundred and twenty-eight cubic feet of wood exported and, failing payment of the fine and costs, to an imprisonment of not less than thirty days and not more than one year. R. S. 1925, c. 44, s. 104b; 16 Geo. V, c. 23, s. 2.
Peine.		Illegal export. Penalty.

SECTION II

DES RÉSERVES DE FORÊTS ET DE LA COUPE DU BOIS DANS CES RÉSERVES *

§ 1.—Des réserves forestières permanentes

105. Sur recommandation du ministre, il est loisible au lieutenant-gouverneur

* Voir l'article 170 concernant la coupe du bois dans les réserves forestières permanentes.

DIVISION II

FOREST RESERVES AND THE CUTTING OF TIMBER THEREON *

§ 1.—Permanent Forest Reserves

105. The Lieutenant-Governor in Council may, upon the recommendation

* See section 170 as to cutting of timber in permanent forest reserves.

en conseil de réserver certaines parties du territoire de la couronne pour constituer des réserves forestières permanentes, pourvu qu'elles aient été dûment classifiées comme terres d'exploitation forestière, soit parce qu'elles sont impropres à la culture, soit parce que leur maintien à l'état boisé est nécessaire pour la régularisation du régime des eaux ou pour toute autre cause d'intérêt public.

Publication. La description de toutes les étendues de terrains composant chaque réserve forestière permanente doit être publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, et il en est de même pour tous les changements qui sont faits à leur désignation et pour tous les règlements qui peuvent être mis en vigueur pour leur régie et leur administration.

Inventaire, etc. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire des règlements relatifs à l'inventaire et à l'aménagement de ces réserves forestières permanentes, en tout ou en partie. S. R. 1925, c. 44, a. 105.

Terres données en subvention. **106.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi inclure dans ces réserves forestières, à la demande des propriétaires ou non, toutes les terres ou quelques-unes des terres, données comme subvention pour aider à la construction de chemins de fer; et tant que lesdites terres restent dans cette réserve forestière, leurs propriétaires ne sont plus obligés de les vendre, et ne peuvent les vendre, en totalité ou en partie, pour des fins de colonisation, sans le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 44, a. 106.

Concessions forestières. **107.** Lorsque la coupe du bois sur des terrains situés dans des réserves forestières permanentes n'a pas été encore affermée par voie d'enchère publique, le ministre peut concéder ces terrains, en tout ou en partie, suivant le mode ordinaire d'affermage de concessions forestières. S. R. 1925, c. 44, a. 107.

§ 2.—Des réserves de forêts domaniales

Forêts domaniales. **108. 1.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de choisir et réserver certaines étendues vacantes des terres de la couronne pour les constituer

of the Minister, set aside certain tracts of the lands of the Crown to constitute permanent forest reserves, provided that they have been duly classified as lands for forest industries, either because they are unfit for cultivation or because their maintenance in a wooded state is necessary to regulate the flow of waters or for any other reason of public interest.

Publication. The description of all tracts of land forming each permanent forest reserve shall be published in the *Quebec Official Gazette*, and there shall be published in the same manner all changes in their description and all regulations put in force for their management and administration.

Inventary. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations respecting the inventory and management of such permanent forest reserves, in whole or in part. R. S. 1925, c. 44, s. 105.

Railway subsidy lands. **106.** The Lieutenant-Governor in Council may also include in such forest reserves, either at the request of the owner or not, all or some of the lands granted as subsidies in aid of the construction of railways; and so long as the said lands shall remain in such forest reserve, their owners shall not be obliged to sell them and shall not sell them, either wholly or in part, for settlement, without the consent of the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 44, s. 106.

Cutting rights. **107.** When the right to cut timber on lands in permanent forest reserves has not yet been leased by way of public auction, the Minister may grant such lands, in whole or in part, according to the ordinary manner of leasing timber lands. R. S. 1925, c. 44, s. 107.

§ 2.—Crown Forests

Crown Forests. **108. 1.** The Lieutenant-Governor in Council may select and reserve certain vacant areas of Crown lands in order to constitute the same into Crown Forests

en forêts domaniales, qui serviront spécialement de réserves pour les besoins de l'industrie forestière.

Adminis-
tration.

2. Le ministre des terres et forêts est chargé d'administrer ces forêts domaniales. Il peut les exploiter par des coupes faites en régie ou à l'entreprise, sous la direction du service forestier, et alors les produits en sont vendus aux enchères après un avis public d'au moins soixante jours. Il peut aussi affermer, pour une durée de temps limitée, certaines parties de ces forêts domaniales, dont l'exploitation forestière doit alors être conduite suivant les indications du service forestier. Ces affermages se font de la manière ordinaire prévue par la loi. S. R. 1925, c. 44, a. 108.

which shall serve specially as reserves for the requirements of forest industries.

2. The Minister of Lands and Forests shall administer such Crown Forests. He may exploit them by having lumbering done, under control or by contract, under the direction of the forest service, and in such case the products therefrom shall be sold by auction after public notice of not less than sixty days. He may also lease certain portions of such Crown Forests for a limited period of time, in which case lumbering shall be conducted as indicated by the forest service. Such leases shall be made in the usual manner as by law provided. R. S. 1925, c. 44, s. 108.

Adminis-
tration.

§ 3.—Des réserves forestières cantonales

Réserves
canto-
nales.

109. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre des terres et forêts, de choisir et mettre à part, de temps en temps, dans toute partie de la province où la couronne possède des forêts de valeur commerciale ou non, une partie des terrains, ou tous les terrains, non aliénés par vente ou autrement, pour en former des réserves forestières distinctes, qui sont appelées "réserves forestières cantonales". S. R. 1925, c. 44, a. 109.

§ 3.—Township Forest Reserves

109. The Lieutenant-Governor in Council may, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests, choose and set apart, from time to time, in any part of the Province where there are forests belonging to the Crown, whether the same be or be not of commercial value, the lands or parts thereof not disposed of by sale or otherwise, to form distinct forest reserves to be called "township forest reserves". R. S. 1925, c. 44, s. 109.

Township
forest
reserves.

Noms.

110. Les réserves forestières cantonales portent le nom du canton dans lequel elles sont situées.

Réserves
inaliénables.

Les réserves forestières cantonales établies depuis le 9 mai 1941 sont inaliénables et aucun lot n'en peut être distrait si ce n'est pour des fins d'utilité publique pour lesquelles le droit d'expropriation est accordé. S. R. 1925, c. 44, a. 110; 5 Geo. VI, c. 25, a. 4.

110. Each township forest reserve shall bear the name of the township in which it is situated.

Names.

Township forest reserves established since the 9th of May, 1941, shall not be alienable and no lot may be withdrawn therefrom except for purposes of public utility for which the right of expropriation is granted. R. S. 1925, c. 44, s. 110; 5 Geo. VI, c. 25, s. 4.

Reserves
inalien-
able.

Vente des
coupes.

111. Chaque année, le ministre des terres et forêts peut, sur la recommandation du service forestier, vendre pour deux années, sur paiement des droits de coupe ordinaires, la coupe d'une partie des bois ou de tous les bois se trouvant sur une portion de chaque réserve forestière cantonale.

111. Each year the Minister of Lands and Forests may, upon the recommendation of the forestry branch, sell for two years, on payment of the ordinary stumpage dues, the right to cut the timber or any part of the timber on a part of each township forest reserve.

Timber
cutting.

Coupes
séparées.

Les coupes ainsi vendues sont séparées et doivent former plusieurs blocs, suivant

The timber-cutting areas so sold shall be separated and shall form several blocks,

Areas sep-
arated.

les prescriptions de la sylviculture. Nul ne peut, directement ou indirectement, obtenir plus d'un de ces blocs dans la même année.

Limita-
tion.

De plus, aucun permis ne peut être accordé à une même personne pour plus de quinze cordes de bois à pulpe ou mille pieds cubes de bois de sciage et cela, seulement après distribution de coupes suffisantes pour les besoins domestiques des habitants du territoire pour lequel la réserve est établie.

Idem.

L'ensemble des permis de coupe accordés, pour chaque année, ne doit pas correspondre à une quantité supérieure à la productivité annuelle de la réserve. S. R. 1925, c. 44, a. 111; 5 Geo. VI, c. 25, a. 5.

Règle-
ments.

112. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender et révoquer des règlements applicables à toutes ou à quelqu'une des réserves forestières cantonales pour l'administration, la protection et l'entretien de ces réserves, au point de vue du maintien, de l'exploitation et de la conservation de la forêt et de la protection des sources des cours d'eau.

Publica-
tion.

Tous ces règlements sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec* et ont, dès lors, force la loi. S. R. 1925, c. 44, a. 112.

Disposi-
tions
applica-
bles.

113. Les lois qui régissent les autres terres et forêts de la couronne s'appliquent à ces réserves forestières cantonales en autant qu'elles ne sont pas incompatibles avec le présent paragraphe. S. R. 1925, c. 44, a. 113.

Retrait de
terrains
affermés.

114. Du consentement du concessionnaire, toute partie de terrains affermé pour la coupe du bois peut être retirée de cette licence pour être constituée en réserve forestière cantonale. S. R. 1925, c. 44, a. 114.

Acquisi-
tions de
terres.

115. Lorsqu'il ne se trouve pas de terres de la couronne accessibles et disponibles pour une réserve forestière cantonale dont l'intérêt public exige l'établissement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des terres et forêts à acquérir, à cette fin, des terres ou des permis de coupe, par achat, par

pursuant to sylvicultural requirements. No person may, directly or indirectly, obtain more than one of such blocks in the same year.

Moreover, no license may be granted to the same person for more than fifteen cords of pulpwood or one thousand cubic feet of sawn timber and then only after the distribution of sufficient rights to cut timber for the domestic requirements of the inhabitants of the territory for which the reserve is established.

Limita-
tion.

The aggregate granted under licenses to cut timber, for each year, must not represent a greater quantity than the annual growth of the reserve. R. S. 1925, c. 44, s. 111; 5 Geo. VI, c. 25, s. 5.

Idem.

112. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend and repeal regulations for the whole or any of the said reserves, for the administration, protection and maintenance thereof, from the point of view of the maintenance, exploitation and preservation of the forest, and the protection of the sources of streams.

Regula-
tions.

All such regulations shall be published in the *Quebec Official Gazette*, and shall thereafter have force of law. R. S. 1925, c. 44, s. 112.

Publica-
tion.

113. The laws governing other Crown lands and forests shall apply to such township forest reserves, except where they are inconsistent with this subdivision. R. S. 1925, c. 44, s. 113.

Law to
apply.

114. With the consent of the licensee, lands under license to cut timber may be withdrawn from such license to form a township forest reserve. R. S. 1925, c. 44, s. 114.

With-
drawal of
lands.

115. When no Crown lands are accessible and available for a township forest reserve, the establishing of which is required in the public interest, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Lands and Forests to acquire, for such purpose, lands or licenses to cut timber, by purchase, exchange or,

Acquisi-
tion of
lands.

échange, ou, à défaut d'entente avec le propriétaire ou concessionnaire, par expropriation.

Échange. Au cas d'échange le ministre peut accorder des permis de coupe renouvelables sur des terres de la couronne en retour de terres qui ont été concédées par semblables permis ou en propriété. Les permis ainsi accordés ont le même effet que ceux résultant d'une vente à l'enchère faite sous l'article 98.

Inventaire. Les terres à recevoir, comme celles à donner en échange, doivent être préalablement inventoriées pour en déterminer les possibilités forestières. La valeur des concessions accordées ne doit pas être supérieure à celle des terres reçues en échange. Cette valeur doit être établie par les techniciens du département des terres et forêts. S. R. 1925, c. 44, a. 114a; 5 Geo. VI, c. 25, a. 6.

failing an agreement with the owner or the timber-limit holder, by expropriation.

Exchange. In case of exchange, the Minister may grant renewable licenses to cut timber on Crown lands in return for lands which have been conceded by similar licenses or in ownership. The licenses so granted shall have the same effect as those resulting from an auction sale made under section 98.

Inventary. The lands to be accepted, as well as those to be given in exchange, must first be inventoried to determine their forestry possibilities. The value of the grants made must not be greater than that of the lands received in exchange. Such value must be established by the technicians of the Department of Lands and Forests. R. S. 1925, c. 44, s. 114a; 5 Geo. VI, c. 25, s. 6.

§ 4.—Des réserves forestières spéciales

Réserves spéciales. **116.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la proposition du ministre des terres et forêts, peut établir des réserves forestières spéciales pour des colonies forestières. Toutes les dispositions relatives aux réserves cantonales s'appliquent à ces réserves, tant pour leur établissement que pour leur administration; mais le permis de coupe maximum par année, pour chaque colon établi dans une colonie de cette nature, est de soixante cordes de bois à pulpe ou de quatre mille pieds cubes de bois de sciage. S. R. 1925, c. 44, a. 114b; 5 Geo. VI, c. 25, a. 6.

§ 4.—Special Forest Reserves

Special reserves. **116.** The Lieutenant-Governor in Council may, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests, establish special forest reserves for forest settlements. All the provisions relating to township reserves shall apply to such reserves, as regards both their establishment and their administration, but the maximum per annum under license to cut timber, for each settler established in a settlement of such kind, shall be sixty cords of pulpwood or four thousand cubic feet of sawn timber. R. S. 1925, c. 44, s. 114b; 5 Geo. VI, c. 25, s. 6.

§ 5.—Des réserves sur les rivières à saumon

Zones réservées. **117.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, chaque fois qu'il le juge à propos, sur recommandation du ministre des terres et forêts, réserver, sur les terres de la couronne, une zone de trois chaînes de largeur de chaque côté de toute rivière à saumon qui est ou peut être affermée par la province, dans laquelle aucun arbre ne peut être coupé sans un permis spécial du ministre des terres et forêts. Cette réserve ne s'applique qu'à la partie des rivières principales où circule le saumon et ne s'applique pas à leurs tributaires. S. R. 1925, c. 44, a. 115.

§ 5.—Reserves on Salmon Rivers

Reserved zone. **117.** The Lieutenant-Governor in Council may, whenever it shall be deemed advisable, reserve in Crown lands, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests, a zone of three chains in width on each side of any salmon river which is or may be under lease from the Province, within which no trees shall be cut without a special permit from the Minister of Lands and Forests. This reserve shall apply only to that part of the main rivers where the salmon run, and shall not apply to the tributaries thereof. R. S. 1925, c. 44, s. 115.

Infraction.

118. Toute coupe de bois faite dans cette zone de trois chaînes sans l'autorisation requise en vertu de l'article 117, est une infraction aux présentes dispositions et rend celui qui la commet passible des peines édictées par l'article 87.

Peines.

Chemins, etc.

Les exploitants forestiers peuvent cependant établir, dans cette zone de protection, des chemins, des campements et des dépôts d'empilement, dont ils se servent ordinairement dans leurs exploitations forestières.

Immersion.

Dans le cas de terrains immergés par suite de construction de barrages, la zone de trois chaînes commence à la limite du terrain où les arbres ont péri en conséquence de l'immersion. S. R. 1925, c. 44, aa. 116-118.

118. All cutting of timber done within such zone of three chains without the authorization required under section 117 shall be an offence against these provisions, and every person who commits the same shall be liable to the penalties enacted by section 87.

Lumbermen may however establish, in such protection zone, such roads, camps and landings as are customary in their lumbering operations.

In the case of lands submerged through the erection of dams, the zone of three chains shall start from the border of the ground where the trees have perished as a result of the submersion. R. S. 1925, c. 44, ss. 116-118.

SECTION III

DES SUCRERIES, DES TERRES À BOIS DE CHAUFFAGE ET DES TERRES À BOIS DE CONSTRUCTION

Permis pour sucreries.

119. Le ministre peut accorder des permis conférant le droit d'exploiter les sucreries sur les terres de la couronne, sujet aux conditions fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Ces permis peuvent être accordés dans un territoire sous permis de coupe de bois, mais ils ne s'appliquent qu'à l'érable seul. S. R. 1925, c. 44, a. 119.

Permis pour bois de chauffage, etc.

120. Le ministre peut accorder des permis de couper, sur les terres de la couronne, du bois de chauffage et du bois de construction pour les maisons, bâtiments et clôtures, à toute personne qui en a besoin pour elle-même et non pour des fins de commerce, sujet aux conditions fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Déclaration.

La personne qui veut obtenir un permis doit faire à l'agent une déclaration sous serment, suivant la formule 1.

Renouvellement.

Ce permis peut être renouvelé annuellement sur demande, si les droits exigibles sur le bois coupé ont été payés, et si un état sous serment est donné des opérations de l'année précédente.

Coupes de bois.

Ce permis peut être accordé pour les territoires sous permis de coupe de bois, mais seulement pour les lots sur lesquels il n'y a pas de bois marchand en quantité

DIVISION III

SUGARIES AND FIRE-WOOD AND BUILDING-TIMBER LOTS

119. The Minister may grant permits conferring the right of working sugaries on Crown lands subject to such conditions as may be determined by the Lieutenant-Governor in Council.

Such permits may be granted in a territory under timber license, but shall apply to maple only. R. S. 1925, c. 44, s. 119.

120. The Minister may grant licenses to cut, on Crown lands, fire-wood and timber for the construction of houses, buildings and fences to any person needing the same for himself and not for purposes of trade, subject to such conditions as may be determined by the Lieutenant-Governor in Council.

The person applying for a license must make a declaration under oath to the Crown lands' agent, according to form 1.

Such license may be renewed yearly on application, if the dues exigible on the timber cut have been paid, and if a statement be given under oath of the operations of the previous year.

Such license may be granted for territories under timber license, but only for lots whereon there is no appreciable quantity of merchantable timber. The

appréciable. Le bois ne peut être ensuite coupé en vertu de ce permis qu'à l'endroit ou aux endroits désignés par le ministre des terres et forêts. Les cultivateurs, à la discrétion du ministre, et les colons ont seuls droit à ce permis. S. R. 1925, c. 44, a. 120.

timber shall not be thereafter cut under such license except at the place or places designated by the Minister of Lands and Forests. Farmers, in the discretion of the Minister, and settlers, shall alone have a right to such permit. R. S. 1925, c. 44, s. 120.

SECTION IV

DE LA PROTECTION DES BOIS CONTRE LE FEU

§ 1.—*Dispositions applicables à toute la province*

Mettre le feu aux arbres.

121. Nul, en aucun temps, ne doit faire brûler quelque arbre, arbuste ou autre plante qui est debout dans une forêt, ou à une distance de moins d'un mille d'une forêt, ou y mettre le feu. S. R. 1925, c. 44, a. 121.

Défaut de contrôler un feu.

122. Toute personne qui ne prend pas les mesures nécessaires pour empêcher un feu brûlant sur son terrain de s'étendre aux terrains avoisinants, commet une infraction au présent paragraphe et est possible d'une amende de vingt-cinq à deux cents dollars pour chaque infraction. S. R. 1925, c. 44, a. 122.

Amende.

Présomption.

123. Le propriétaire ou l'occupant d'un terrain sur lequel un feu est allumé, ou a pris origine, est considéré comme étant la personne responsable d'avoir allumé ce feu et encourt les peines imposées pour cette contravention, à moins qu'il ne puisse prouver, à la satisfaction du tribunal, que ce feu n'a été allumé, ni par lui, ni par une personne à son emploi ou sous sa direction. S. R. 1925, c. 44, a. 123.

Feu d'abatis, etc.

124. Nul ne doit mettre le feu dans la forêt, ou à une distance de moins d'un mille de la forêt, à quelque tas de bois, de branchages ou de broussailles, à quelque arbre, arbuste ou autre plante, à quelque terre légère ou terre noire, à quelque tronc d'arbre, abatis et autres bois, ni les faire brûler, dans aucun temps de l'année. Cependant, pour les fins de défrichement, il est permis d'y mettre le feu et de les faire brûler entre le 16 novembre et le 31 mars de l'année suivante, mais entre le 1er avril et le 15 novembre,

Exception.

DIVISION IV

PROTECTION OF FORESTS AGAINST FIRE

§ 1.—*Provisions Applicable to the Whole Province*

121. No person shall at any time set fire to any tree, shrub or other plant, growing or standing in any forest, or less than one mile from any forest. R. S. 1925, c. 44, s. 121.

122. Every person who does not take the necessary measures to prevent a fire burning on his land from spreading to neighbouring lands shall commit an offence against this subdivision, and shall be liable to a fine of not less than twenty-five nor more than two hundred dollars for each offence. R. S. 1925, c. 44, s. 122.

123. The owner or occupant of any land on which a fire is lighted, or originates, shall be deemed to be the person responsible for setting such fire, and shall incur the penalties provided for such offence, unless he is able to prove, to the satisfaction of the court, that such fire was not lighted by himself, nor by anyone in his employ or under his control. R. S. 1925, c. 44, s. 123.

124. No person shall, in the forest or less than a mile from a forest, set fire to, or burn, any pile of wood, branches or brushwood, or any tree, shrub or other plant, or any black loam or light soil, or any tree trunk, or tree that has been felled, or other wood, at any time, except for clearing purposes between the 16th of November and the 31st of March of the following year. But between the 1st of April and the 15th of November it shall be necessary to first obtain the written permission of the Minister, or of any

il faut obtenir au préalable le consentement écrit du ministre, ou de tout officier du département à ce autorisé par le ministre, ou du garde-feu.

Inspecteur
agraire.

Dans les endroits où il n'y a pas de garde-feu ou d'officier autorisé, comme susdit, le consentement écrit peut être donné par l'inspecteur agraire, après l'enquête que cet officier municipal juge nécessaire dans les circonstances. L'inspecteur agraire, agissant en vertu de la présente disposition, a droit aux frais reconnus par le Code municipal comme s'il agissait dans le cours ordinaire de ses fonctions, lorsque ses services sont requis pour des matières municipales.

Révoca-
tion de
permis.

Tout permis émis en vertu du présent article est sujet à révocation et peut être rédigé, ainsi que la révocation, dans les termes des formules 2 et 3 annexées à la présente loi.

Décision
du minis-
tre.

En cas de contestation, la décision du ministre est finale sur toute question touchant l'émission d'un permis ou la révocation d'un permis déjà émis. S. R. 1925, c. 44, a. 124.

Précau-
tions.

125. 1. Quand la permission autorisée par l'article 124 a été donnée, le ministre, l'officier du département à ce autorisé, le garde-feu ou l'inspecteur agraire, selon le cas, doit déterminer les précautions à prendre dans les circonstances spéciales de chaque cas.

Disposi-
tion gé-
né-
rale.

Dans tous les cas, toutefois, les matières qui sont destinées à être brûlées doivent être mises en tas ou en rangées à une distance d'au moins cinquante pieds de la forêt, et il est du devoir de la personne, ainsi autorisée à mettre le feu, de rester sur les lieux jusqu'à ce que les feux soient complètement éteints.

Domma-
ges.

2. Le fait d'obtenir un permis pour mettre le feu, ne libère pas celui qui a obtenu ce permis de ses responsabilités ordinaires dans les cas où des dommages résultent du feu ainsi allumé.

Tempé-
rature.

3. Le permis ainsi obtenu n'autorise pas, non plus, de mettre le feu, à l'époque qu'il indique, quand un fort vent souffle à l'époque indiquée et que les circonstances peuvent faciliter un incendie en dehors des limites fixées. S. R. 1925, c. 44, a. 125.

officer of the Department thereto authorized by the Minister, or of the fire-ranger.

In places where there is no fire-ranger or officer authorized as above mentioned, the written permission may be given by the rural inspector, after such inquiry as such municipal officer may deem necessary in the circumstances. The rural inspector, acting under this provision, shall be entitled to the costs mentioned in the Municipal Code, as if he had acted in the course of his duties when his services are required for municipal affairs.

Every permit issued under this section shall be subject to revocation, and may be drafted, as well as revoked, in the terms of the forms 2 and 3 annexed to this act.

In case of contestation, the decision of the Minister shall be final on every question touching the issue of a permit or the revocation of a permit already issued. R. S. 1925, c. 44, s. 124.

125. 1. When the permission authorized by section 124 has been given, the Minister, the officer of the Department authorized thereto, the fire-ranger or the rural inspector, as the case may be, must decide what precautions are to be taken in the special circumstances of each case.

In every case, however, the material to be burned must be plied in heaps or rows at a distance of at least fifty feet from the forest, and it shall be the duty of the person, so authorized to make a fire, to remain on the spot until the fire is completely extinguished.

2. The fact of obtaining a permit to burn shall not discharge the person obtaining the same from general responsibility for any damages caused by the fire so lighted.

3. The permit thus obtained shall not allow the setting of a fire, at the time mentioned, if a heavy wind is blowing at that time, and if conditions are such as might cause a fire outside of the place indicated. R. S. 1925, c. 44, s. 125.

Rural in-
spector.

Revoca-
tion to
permit.

Decision
of Min-
ister.

Precau-
tions.

General
provi-
sions.

Respon-
sibility.

Weather
condi-
tions.

Feux pour
certaines
fins.

126. Nonobstant les dispositions précédentes, il est permis de faire du feu dans ou près de la forêt pour se chauffer, pour faire cuire des aliments ou pour les besoins de l'homme, ou pour les besoins de toute industrie telle que fabrication de goudron, de térébentine, de charbon de bois, ou la confection de cendre pour la manufacture de la potasse et de la perlasse, pourvu que les obligations et précautions imposées par l'article 127 soient observées. S. R. 1925, c. 44, a. 126.

Précau-
tions:

127. Quiconque fait du feu dans la forêt ou à une distance de moins d'un demi-mille de la forêt, pour les besoins mentionnés dans l'article 126, doit:

Lieu;

1° Choisir, dans les environs, le lieu où il y a le moins de terre végétale, de bois mort, branches, broussailles ou feuilles sèches ou d'arbres résineux;

Nettoyage;

2° Nettoyer l'endroit où il doit allumer son feu, en enlevant toute terre végétale, tout bois mort, toutes branches, broussailles et feuilles sèches sur le sol dans un rayon de vingt-cinq pieds pour les feux faits pour les besoins de l'industrie, ainsi que mentionné dans l'article 126, et de quatre pieds pour les autres besoins mentionnés dans ledit article;

Extinction.

3° Éteindre complètement le feu avant de quitter l'endroit. S. R. 1925, c. 44, a. 127.

Débris
près des
voies fer-
rées.

128. Les porteurs de permis de coupe de bois sur des terres publiques voisines d'un terrain sur lequel un droit de passage est exercé pour les fins d'une compagnie de chemin de fer, sont tenus de faire disparaître tous les débris de la forêt sur une profondeur de cent pieds à partir de la ligne de démarcation du droit de passage.

Incinération.

Ces débris, après avoir été mis en tas ou en rangées, peuvent être brûlés sous la direction d'un garde-feu, à des époques favorables qu'il fixe.

Ordre du
ministre.

A défaut par les porteurs de permis de coupe de bois de se conformer aux dispositions de la loi à cet égard, le ministre peut ordonner et faire faire le nettoyage nécessaire; les frais nécessités par ce travail sont à la charge des porteurs de permis tenus de faire ces travaux.

Frais de
nettoyage.

Le certificat du ministre est final et établit indiscutablement l'exigibilité de la

126. Notwithstanding the preceding provisions, it shall be lawful to make a fire in or near the forest to obtain warmth, and for cooking or other necessary purposes, or for any industrial purpose, such as the manufacture of tar, turpentine, charcoal, or the making of ashes for the manufacture of potash or pearlash, provided that the obligations and precautions imposed by section 127 be observed. R. S. 1925, c. 44, s. 126.

127. Every person who makes a fire in the forest or less than half a mile therefrom, for the purposes mentioned in section 126, shall:

1. Select the locality near which there is the least vegetable matter, dead wood, branches, brushwood, dry leaves, or resinous trees;

2. Clear the place in which he is about to light his fire, by removing all vegetable matter, dead wood, branches, brush wood and dry leaves from the soil, within twenty-five feet as regards fires made for the necessities of any industry as mentioned in section 126, and within four feet for fires made for the other purposes mentioned in the said section;

3. Totally extinguish the fire before quitting the place. R. S. 1925, c. 44, s. 127.

128. Every holder of a license to cut timber on public lands adjacent to land over which a right of way is exercised for railway purposes is bound to clear away the forest debris on a depth of one hundred feet from the boundary line of the right of way.

Such debris, after having been piled in heaps or rows, may be burned under the direction of a fire-ranger at favourable times, fixed by him.

Upon the failure of any holder of a license to cut timber to comply with the provisions of the law in that respect, the Minister may order and have such clearing done; the expense of such work shall be at the charge of the license-holder who is bound to perform such work.

The certificate of the Minister shall be final, and shall establish beyond discus-

dette contre le ou les porteurs de permis intéressés. S. R. 1925, c. 44, a. 128.

sion that such indebtedness is exigible from the license-holder or holders interested. R. S. 1925, c. 44, s. 128.

Concessions forestières.

129. 1. Sous l'administration et le contrôle du ministre, tout concessionnaire forestier reste chargé, directement ou par l'entremise d'une association, dite de protection contre les incendies forestiers et reconnue par le ministre, de la prévention et de la suppression des incendies forestiers dans sa concession forestière, pourvu qu'il fournisse ou que l'association fournisse pour lui, tel que requis par le ministre, un plan satisfaisant de l'organisation et des moyens d'exécution qui doivent être employés pour ces fins.

129. 1. Every timber-limit holder shall, under the administration and control of the Minister, and either directly or through an association for protection against forest fires recognized by the Minister, remain charged with the prevention and suppression of forest fires within his timber-limit, provided that he or the association for him shall supply, as required by the Minister, a satisfactory plan of the organization and the means of execution to be adopted for such purposes.

Plan.

Pouvoir du ministre.

2. S'il n'est pas fourni, tel que requis par le ministre, un plan satisfaisant ou si ce plan approuvé n'est pas exécuté fidèlement, le ministre peut alors établir tel mode de protection qu'il juge convenable aux frais du concessionnaire ou de l'association en défaut.

2. If a satisfactory plan, as required by the Minister, is not furnished, or if such plan, when approved, is not faithfully carried out, the Minister may then establish such protective method as he may deem advisable, at the cost of the limit-holder or association in default.

Forêts privées.

3. La même charge, avec les mêmes conséquences, incombe à toute personne intéressée soit comme propriétaire, soit comme titulaire de droits de coupe dans les forêts privées d'une étendue de deux mille acres, si le ministre juge la chose nécessaire. S. R. 1925, c. 44, a. 129.

3. The same duty, with the same consequences, shall be incumbent upon any person interested as an owner or as a holder of rights to cut timber in private forests of two thousand acres in area, should the Minister deem it necessary. R. S. 1925, c. 44, s. 129.

Rapports.

130. Tout concessionnaire forestier, chargé de la prévention et de la suppression des incendies forestiers, doit, du 1er avril au 1er novembre de chaque année, adresser, entre le 1er et le 15 de chaque mois, tous les rapports requis par le ministre concernant son système de protection contre les incendies forestiers. S. R. 1925, c. 44, a. 130.

130. Every timber-limit holder, charged with the prevention and suppression of forest fires, shall, from the 1st of April to the 1st of November in each year, make, between the 1st and 15th of each month, all the returns required by the Minister respecting his system of protection against forest fires. R. S. 1925, c. 44, s. 130.

Coût de la prévention.

131. 1. Le coût de la mise à exécution du système de prévention des incendies forestiers, que le système ait été appliqué directement par le concessionnaire ou par l'entremise d'une association, est entièrement à la charge du concessionnaire forestier pour sa concession, et à celle du propriétaire pour les terrains et les coupes lui appartenant.

131. 1. The cost of the application of the system for the prevention of forest fires, whether effected directly by the license-holder or through an association, shall be borne entirely by the timber-limit holder for his timber-limit, and by the owner for the lands and timber-cutting rights belonging to him.

Coût de l'extinction des incendies.

2. Cinquante pour cent des frais réels encourus par tel propriétaire ou tel locataire de droits de coupe ou tel concessionnaire forestier, pour supprimer un incendie

2. Fifty per cent of the actual costs incurred by such owner or such lessee of timber-cutting rights or such timber-limit holder to extinguish a forest fire

forestier ravageant sa propriété ou sa concession, lui sont remboursés par le ministre, sur production des pièces justificatives et suivant les cédules de salaire qui peuvent être établies, modifiées ou remplacées avec l'autorisation du ministre.

Rem-
bourse-
ment
addition-
nel.

3. S'il est établi à la satisfaction du ministre qu'un incendie a eu son origine en dehors d'un territoire affermé ou d'un territoire patrouillé par une association, le ministre peut rembourser telle proportion additionnelle des frais réels ainsi encourus que lui-même détermine, suivant les circonstances.

Aucun
rembour-
sement.

4. Néanmoins, aucun remboursement n'est fait par le ministre s'il est établi que la personne chargée de la protection est responsable de cet incendie, ou s'est rendue coupable de négligence grave pour ne l'avoir pas combattu énergiquement dans ses progrès, ou si l'un de ses employés réguliers est responsable du feu et qu'il ne puisse prouver qu'il n'a pu empêcher le fait qui l'a causé. S. R. 1925, c. 44, a. 131.

Associa-
tions de
protec-
tion.

132. Il est loisible au ministre d'autoriser des concessionnaires et des propriétaires forestiers à se grouper en associations dites de protection contre les incendies forestiers, pour effectuer en commun la protection des territoires qui leur sont affermés ou leur appartiennent en propre.

Obliga-
tions.

Ces associations sont tenues de faire, pour la protection de ces territoires contre les incendies, tout ce que la loi et les règlements du département des terres et forêts exigent des propriétaires et concessionnaires de territoires forestiers.

Plan.

Le plan produit par une association de protection contre les incendies forestiers est suffisant s'il comprend toutes les concessions affermées, ou les terrains appartenant à chacun des membres de cette association.

Aide du
ministre.

Le ministre peut aider cette association à recouvrer sa créance envers l'un de ses membres pour services relatifs à la protection contre les incendies forestiers, en différant soit le renouvellement, soit le transfert de permis d'exploitation forestière accordés au membre débiteur. S. R. 1925, c. 44, a. 132.

devastating his property or limit, shall be reimbursed to him by the Minister upon the production of vouchers and in accordance with the scale of salaries which may be made, amended or replaced with the authorization of the Minister.

3. If it be established to the Minister's satisfaction that a fire originated outside of a territory leased or patrolled by an association, the Minister may reimburse such additional proportion of the actual costs so incurred as he may himself determine according to the circumstances.

Additional
reimburse-
ment.

4. No reimbursement shall, however, be made by the Minister if it be shown that the person liable for the fire protection was responsible for the fire, or was guilty of grave negligence in failing to strenuously combat its progress, or if any of his regular employees was responsible for the fire and is unable to prove that he could not prevent the act which caused it. R. S. 1925, c. 44, s. 131.

No reim-
burse-
ment.

132. The Minister may authorize timber-limit holders and owners to form themselves into associations for protection against forest fires in order to work in common for the protection of the territories leased or belonging to them.

Protective
associa-
tions.

Such associations shall, for the protection of such territories from fire, be bound to do all that the law and the regulations of the Department of Lands and Forests require from the owners and holders of timber-limits.

Obliga-
tions.

The plan produced by an association for protection against forest fires shall be sufficient if it includes all the timber-limits leased to, or lands belonging to, each member of such association.

Plan.

The Minister may assist such association to recover its claim against a member for services respecting protection against forest fires by deferring the renewal or the transfer of timber-cutting licenses granted to such indebted member. R. S. 1925, c. 44, s. 132.

Assistance
by Min-
ister.

Droits du ministre.

133. Chaque fois que, dans son opinion, un feu ravageant un territoire privé menace de devenir une calamité ou d'atteindre les terres de la couronne, le ministre est autorisé à pénétrer sur ce territoire et à employer toutes mesures jugées nécessaires pour supprimer l'incendie.

133. The Minister is empowered, whenever, in his opinion, a fire on private land threatens to become a calamity or to extend to Crown lands, to enter upon such land and to use all measures deemed necessary to extinguish the fire. Entry, etc., by Minister.

Frais encourus.

Le ministre peut réclamer du propriétaire ou de l'occupant de ce territoire privé une partie des frais encourus pour supprimer cet incendie, égale à la différence entre ce qu'a dépensé le propriétaire et ce qu'aurait dépensé un bon père de famille en pareille circonstance. S. R. 1925, c. 44, a. 133.

The Minister may claim from the owner or occupant of such private land a portion of the expenses incurred in suppressing such fire, equal to the difference between what the owner disbursed and what a prudent administrator would have spent in similar circumstances. R. S. 1925, c. 44, s. 133. Expenses.

Droits payables pour la protection.

134. Chaque année, le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer le montant, par unité de surface, que doivent payer les propriétaires ou concessionnaires forestiers pour les terrains dont la protection contre les incendies est faite par les soins du ministre. Ces redevances sont payables suivant le mode mentionné dans l'arrêté du conseil et elles constituent une créance privilégiée sur la propriété protégée, prenant rang après les frais de justice. Le recouvrement de ces redevances peut être obtenu, en cas de non-paiement, par une action ordinaire devant les tribunaux de la province. S. R. 1925, c. 44, a. 134.

134. The Lieutenant-Governor in Council may, each year, fix the sum per unit of area to be paid by the owners or holders of timber-limits, the protection of whose lands from fire is effected by the Minister. Such dues shall be payable in the manner stated in the order-in-council, and shall constitute a privileged claim upon the property protected, ranking after law costs. The recovery of such dues may be effected, in case of non-payment, by means of an ordinary suit before the courts of the Province. R. S. 1925, c. 44, s. 134. Dues for fire protection.

Locomotives.

135. Toute locomotive et autre machine mue par la vapeur employées sur un chemin de fer qui traverse une forêt doivent être pourvues, par la compagnie qui a telle locomotive et autre machine mue par la vapeur à son service, de tous les appareils les plus perfectionnés et des moyens les plus efficaces pour prévenir l'échappement du feu ou des étincelles de la fournaise, de la boîte aux cendres ou de la cheminée de la locomotive ou autre machine mue par la vapeur. S. R. 1925, c. 44, a. 135.

135. Every locomotive engine and all other machines operated by steam used on any railway which passes through any forest shall, by the company using such locomotives and such other machines operated by steam, be provided with and have in use all the most improved and efficient means for preventing the escape of fire or sparks from the furnace, ash-pan or smoke-stack of such locomotive or other machine operated by steam. R. S. 1925, c. 44, s. 135. Locomotives.

Appareils préventifs.

136. Tout établissement situé dans une forêt ou à une distance de moins d'un mille d'une forêt doit être pourvu des appareils les plus perfectionnés et les plus efficaces pour prévenir l'échappement du feu et des étincelles, sous peine, pour le propriétaire dudit établissement, d'une

136. Every establishment located in a forest or at a distance of less than one mile therefrom shall be provided with the most improved and efficient apparatus for preventing the escape of fire and sparks, under penalty, for the owner of such establishment, of a fine of ten dollars per day, Fine. Preventive apparatus.

Amende. amende de dix dollars par jour, exigible à compter de la date à laquelle il a été requis par le ministre des terres et forêts de se conformer aux dispositions du présent article. S. R. 1925, c. 44, a. 136.

Devoir des mécaniciens. **137.** Tout mécanicien conduisant une locomotive ou autre machine mue par la vapeur passant sur ces chemins de fer doit veiller à ce que des appareils, tels que ceux ci-dessus décrits, soient particulièrement employés et mis en usage, de manière à empêcher tout dégagement inutile du feu de ces locomotives ou machines autant que la chose peut être raisonnablement possible. S. R. 1925, c. 44, a. 137.

Compagnie de ch. de fer. **138.** Toute compagnie de chemin de fer faisant usage ou permettant l'usage d'une locomotive ou d'une autre machine mue par la vapeur en violation des dispositions de la présente section, est passible, pour chaque infraction, d'une amende d'au plus mille dollars et de pas moins de deux cent cinquante dollars, recouvrable avec les frais devant tout tribunal compétent. S. R. 1925, c. 44, a. 138.

Déblayage près des voies ferrées. **139.** Toutes les compagnies de chemin de fer, dont les lignes traversent des forêts, sont tenues, sous peine d'une amende de cent dollars, recouvrable de la manière prévue dans les articles précédents, en sus de leur responsabilité pour tous dommages causés par le feu provenant des étincelles qui se dégagent des locomotives ou des autres machines mues par la vapeur, d'enlever, de chaque côté de leurs voies respectives, toutes les matières combustibles qui s'y trouvent, en les brûlant ou autrement.

Preuve. Il n'est pas nécessaire, dans une action pour amende ou dommages, de prouver le nom ou le numéro des locomotives, ou autres machines mues par la vapeur, ni le nom du mécanicien ni celui du chauffeur chargés de cette locomotive ou machine. S. R. 1925, c. 44, a. 139.

Bois déposé le long d'un ch. de fer. **140.** Toute personne ou compagnie qui dépose du bois dans le voisinage ou le long de l'emprise d'un chemin de fer, doit se conformer aux instructions et règlements du département des terres et forêts

counting from the date when he was notified by the Minister of Lands and Forests to comply with the provisions of this section. R. S. 1925, c. 44, s. 136.

137. Every engine-driver in charge of a locomotive engine or other machine operated by steam passing over any such railway shall see that all the appliances above mentioned are properly used and applied, so as to prevent the unnecessary escape of fire from any such engine or machine as far as it is reasonably possible so to do. R. S. 1925, c. 44, s. 137.

138. Any railway company, running or permitting any locomotive engine or other machine operated by steam to be run in violation of the provisions of this division, shall be liable to a penalty not more than one thousand dollars and not less than two hundred and fifty dollars for each offence, to be recovered with costs in any court of competent jurisdiction. R. S. 1925, c. 44, s. 138.

139. Every railway company, whose lines pass through any forest lands, shall, under a penalty of one hundred dollars, recoverable in the manner provided in the preceding sections, and subject in addition to liability for all damages caused by fires originating from sparks issuing from its locomotives or other machines operated by steam, clear away all combustible materials from the sides of its roadways, by burning the same or otherwise.

It shall not be necessary, in any such action for penalty or damages, to prove the name or number of the locomotive or other machine operated by steam, or the name of the engineer or fireman in charge of the same. R. S. 1925, c. 44, s. 139.

140. Every person or company, depositing wood in the neighbourhood or along the property of a railway, shall comply with the instructions and regulations of the Department of Lands and

relatifs aux incendies, en ce qui concerne le nettoyage du terrain, l'enlèvement des écorces, copeaux, billes et de toutes autres matières inflammables laissés sur le sol à une distance maximum de trois cents pieds de la voie ferrée. S. R. 1925, c. 44, a. 140.

Forests with respect to fires, as regards the cleaning up of the ground, removal of bark, chips, shavings, logs and all other inflammable matter left on the ground for a maximum distance of three hundred feet from the railway track. R. S. 1925, c. 44, s. 140.

Juges de
paix.

141. Pour les fins des dispositions ci-dessus, tous les agents préposés à la vente des terres de la couronne, les employés du département des terres et forêts, les arpenteurs, les garde-feu et les gardes forestiers de tel département sont d'office juges de paix.

141. For the purposes of the foregoing provisions, all agents for the sale of Crown lands, employees of the Department of Lands and Forests, land surveyors, and forest and fire rangers employed by the Department, shall be *ex officio* justices of the peace. Justice of the peace.

Juridic-
tion.

Tout juge de paix devant qui est prouvée une contravention aux dispositions de la présente section peut imposer toute amende ci-dessus mentionnée. S. R. 1925, c. 44, a. 141.

Any justice of the peace, before whom any offence against this division has been proved, may impose the fine above set forth. R. S. 1925, c. 44, s. 141. Jurisdiction.

Infraction
et
peine.

142. Toute personne contrevenant à l'un des articles 121 à 141, si aucune pénalité spéciale n'est prescrite, est passible, pour chaque infraction, d'une amende de pas moins de vingt-cinq dollars mais n'excédant pas deux cents dollars, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas moins de trente jours et de pas plus de trois mois, sur poursuite prise à cette fin dans les six mois de la commission de l'infraction devant tout juge de paix, le tout sans préjudice de tout recours civil. S. R. 1925, c. 44, a. 142.

142. Every person committing an offence against any of the sections from 121 to 141, shall, if no special penalty be prescribed, be liable for each offence to a fine of not less than twenty-five nor more than two hundred dollars, and, on failure to pay the fine and the costs, to imprisonment for not less than thirty days nor more than three months, upon a prosecution taken for that purpose within six months from the day of the commission of the offence, before any justice of the peace, the whole without prejudice to any civil recourse. R. S. 1925, c. 44, s. 142. General penalty.

§ 2.—Des régions sauvegardées

§ 2.—Fire Districts

“Régions
sauve-
gardées”.

143. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, déclarer une partie quelconque de la province “région sauvegardée”, au sens et pour les fins de la troisième partie de la présente loi.

143. The Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, declare any part of the Province to be a “Fire District” within the meaning of Part III of this act. “Fire District”.

Procla-
mation.

Cette proclamation doit être publiée dans la *Gazette officielle de Québec*.

Such proclamation shall be published in the *Quebec Official Gazette*. Proclamation.

Révoca-
tion.

Le territoire déclaré “région sauvegardée” doit cesser de l'être, sur publication d'une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil révoquant celle qui l'a établie. S. R. 1925, c. 44, a. 143.

Any territory, known as a “Fire District”, shall cease to be a fire district upon the publication of a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, revoking the proclamation creating it. R. S. 1925, c. 44, s. 143. Revoca-
tion.

Permis de
circula-
tion.

144. Lorsqu'il le juge nécessaire pour la protection d'une région déclarée sauve-

144. The Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems it nec- Travel
permit.

gardée, le lieutenant-gouverneur en conseil peut exiger que toute personne voulant pénétrer ou circuler dans cette région, pendant la période de temps comprise entre le premier avril et le quinze novembre, se munisse, au préalable, d'un permis.

Obten-
tion. Ce permis, désigné sous le nom de permis de circulation, peut être obtenu, sans déboursés, du garde-feu de la localité ou de toute autre personne autorisée.

Personnes
exemptes. Les porteurs de permis de chasse ou de pêche ou les prospecteurs de mines sont dispensés de cette formalité, mais ils sont tenus, lorsqu'ils en sont requis par un garde-feu, de lui montrer leurs permis et de le renseigner sur leurs allées et venues.

Exigences. Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut, lorsque les conditions climatiques l'exigent, désigner les places de campement et exiger toutes autres mesures propres à diminuer les dangers d'incendie.

Peine. Toute personne contrevenant aux présentes dispositions est passible d'une amende de dix dollars ou d'un emprisonnement de dix à trente jours pour la première infraction, et de cent dollars ou d'un emprisonnement d'un mois dans le cas de récidive. S. R. 1925, c. 44, a. 144; 22 Geo. V, c. 34, a. 1.

Employés
prêtés. **145.** Toute compagnie de chemin de fer, durant la construction et la mise en exploitation de sa ligne à travers une région sauvegardée quelconque, et tout porteur d'un permis de coupe de bois dans un territoire compris dans une région sauvegardée, sont tenus de mettre à la disposition de l'intendant général des feux de forêt tel nombre de leurs employés qu'ils jugent convenable pour aider à la mise en vigueur de la troisième partie de la présente loi; et lesdits employés sont placés sous la direction et le contrôle uniques et exclusifs dudit intendant et obligés d'exécuter ses ordres.

Salaires et
dépenses. Les salaires et les dépenses de ces employés sont payés par la compagnie de chemin de fer, le porteur de permis et le ministre des terres et forêts conjointement. S. R. 1925, c. 44, a. 145.

Refus. **146.** Quiconque néglige ou refuse de se conformer, en quoi que ce soit, aux dispositions du présent paragraphe est, sur

essary for the protection of a region declared to be a "fire district", require that everyone wishing to enter or travel about in such region, between the 1st of April and the 15th of November, shall previously obtain a permit.

Such permit, called "travel permit", may be obtained, gratuitously, from the fire-ranger of the place or from any other authorized person.

Holders of hunting or fishing permits and mining prospectors shall be exempt from such formality, but shall be bound, when so required by any fire-ranger, to show him their licenses, and to inform him about their goings and comings.

The Minister may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, when the weather conditions require it, designate the camping-places and exact all other measures calculated to decrease the danger of fire.

Every person violating these provisions shall be liable to a fine of ten dollars or imprisonment for a term of not less than ten nor more than thirty days for the first offence, and of one hundred dollars or imprisonment for one month for a subsequent offence. R. S. 1925, c. 44, s. 144; 22 Geo. V, c. 34, s. 1.

145. Every railway company, during the construction and the operating of its line through any fire district, and every person holding a license to cut timber in any territory included in any fire district, shall place at the disposal of the general superintendent of forest fires, as many of their employees as he may think necessary, to aid in the enforcement of Part III of this act; and the said employees shall be under the exclusive control and direction of the said superintendent and shall be bound to execute his orders.

The salaries and expenses of such employees shall be borne by the railway company, the licensee and the Minister of Lands and Forests, jointly. R. S. 1925, c. 44, s. 145.

146. Whosoever unlawfully neglects or refuses to comply with the requirements of this subdivision in any manner,

How obtained.

Persons exempt.

Requirements by Minister.

Penalties.

Employees loaned.

Control.

Pay, etc.

Refusal to comply.

- Peine.** condamnation devant un juge de paix, passible d'une amende d'au plus cinq cents dollars et d'au moins cinquante dollars en sus des frais de poursuite; et, à défaut de paiement de telle amende et des frais, le délinquant est incarcéré dans la prison commune pour une période de pas moins de trente jours, mais n'excédant pas trois mois. S. R. 1925, c. 44, a. 146.
- Prescription.** **147.** Toute poursuite pour contravention au présent paragraphe doit être commencée dans les six mois de la contravention. S. R. 1925, c. 44, a. 147.
- Attribution des amendes.** **148.** Toutes les amendes imposées et perçues en vertu du présent paragraphe appartiennent moitié au dénonciateur et moitié à Sa Majesté pour l'usage public de la province. S. R. 1925, c. 44, a. 148.
- Juges de paix.** **149.** Tout juge de paix qui est personnellement témoin d'une contravention au présent paragraphe peut arrêter le délinquant ou le faire arrêter sans mandat, et lui imposer, sans autre preuve, la pénalité attachée à telle contravention; et, pour les fins du présent paragraphe, tous les agents pour la vente des terres publiques, tous les employés du département des terres et forêts, tous les arpenteurs et tous les garde-feu, et gardes forestiers employés par le département des terres et forêts sont d'office juges de paix. S. R. 1925, c. 44, a. 149.
- Recours civil.** **150.** Rien de ce que contient le présent paragraphe ne doit s'interpréter comme limitant ou affectant le droit de qui que ce soit de prendre et intenter une action civile pour dommages causés par le feu. S. R. 1925, c. 44, a. 150.
- Personnel.** **151.** Le ministre est autorisé à employer, pour la mise en vigueur des dispositions du présent paragraphe, le nombre d'hommes qu'il juge nécessaire; et, pour toute région sauvegardée ainsi établie, il nomme un intendant général des feux de forêt. S. R. 1925, c. 44, a. 151.
- Règlements.** **152.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire tous les règlements re-
- shall be liable, upon conviction before any justice of the peace, to a fine of not more than five hundred dollars nor less than fifty dollars, with costs of prosecution, and, on failure to pay such fine and costs, to be imprisoned in the common gaol for not less than thirty days nor more than three months. R. S. 1925, c. 44, s. 146.
- Prescription.** **147.** Every action for any offence against this subdivision shall be commenced within six months immediately following the commission thereof. R. S. 1925, c. 44, s. 147.
- Ownership of fines.** **148.** All fines imposed and collected under this subdivision shall belong one-half to the informer and one-half to His Majesty for the public uses of the Province. R. S. 1925, c. 44, s. 148.
- Justices of the peace.** **149.** Any justice of the peace who shall himself view any offence against this subdivision may arrest the offender or cause him to be arrested without warrant, and impose the penalty therefor without other proof; and, for the purposes of this subdivision, all agents for the sale of Crown lands, all employees of the Department of Lands and Forests, all land surveyors, and all fire and forest-rangers employed by the Department of Lands and Forests shall be *ex officio* justices of the peace. R. S. 1925, c. 44, s. 149.
- Civil action.** **150.** Nothing in this subdivision shall limit or interfere with the right of any party to bring and maintain a civil action for damages occasioned by fire. R. S. 1925, c. 44, s. 150.
- Personnel.** **151.** The Minister may employ, for the purpose of enforcing the provisions of this subdivision, such number of men as he may deem necessary, and, in each fire district so established, he shall appoint a general superintendent of forest fires. R. S. 1925, c. 44, s. 151.
- Regulations.** **152.** The Lieutenant-Governor in Council may make all regulations nec-

quis pour donner effet aux dispositions de la présente section. S. R. 1925, c. 44, a. 152.

essary to give effect to the provisions of this division. R. S. 1925, c. 44, s. 152.

§ 3.—*Dispositions diverses*

§ 3.—*Miscellaneous*

Matières
enflam-
mées.

153. Quiconque jette ou laisse tomber par terre, en quelque endroit que ce soit dans la forêt, dans les champs défrichés ou autres lieux, des allumettes chimiques, des cendres de pipe, des cigares ou parties de cigare ou toute autre matière enflammée, ou qui tire quelque arme à feu, est tenu, sous peine des pénalités imposées par l'article 158, avant de laisser l'endroit, d'éteindre incontinent et complètement le feu de ces allumettes, cendres de pipe, cigares, parties de cigare, et la bourre de ses armes à feu, ou toute autre matière en feu. S. R. 1925, c. 44, a. 153.

153. Any person who throws or drops on the ground, or elsewhere, whether in any forest, open field, or other place, any chemical match, any pipe or cigar ashes or part of a cigar or any other burning substance, or who discharges any firearm, shall be bound under the penalty imposed by section 158, to completely extinguish, before leaving the spot, the fire of such match, ashes or cigar or part of a cigar, or the wadding of such firearm or such burning substance. R. S. 1925, c. 44, s. 153.

Réquisi-
tion
d'hom-
mes.

154. Toute personne engagée pour travailler à la protection des forêts contre les incendies peut requérir les services de tout homme âgé d'au moins dix-huit ans et d'au plus cinquante-cinq ans, pour lui aider à éteindre un incendie forestier. Cet aide a droit, pour son travail, à la compensation fixée par le ministre, et qui lui est payée suivant les arrangements conclus à cette fin, par le ministre avec ceux qui sont autorisés à s'occuper de la protection des forêts contre les incendies. S. R. 1925, c. 44, a. 154.

154. Any person charged with the duty of protecting the forests against fire may summon any male person of the age of not less than eighteen years nor more than fifty-five years to assist in extinguishing any forest fire. Such assistant shall be entitled to payment for his work, at the rate fixed by the Minister, and such payment shall be made according to the arrangements to that effect, entered into between the Minister and those authorized to look after the protection of the forests against fire. R. S. 1925, c. 44, s. 154.

Rémuné-
ration.

Refus de
prêter
assis-
tance.

155. Toute personne à qui s'applique l'article 154, qui refuse ou néglige, sans cause raisonnable et pressante, de se rendre à l'invitation du garde-feu ou autre officier chargé de la protection des bois contre le feu, est coupable d'une infraction. S. R. 1925, c. 44, a. 155.

155. Every person to whom section 154 applies, who refuses or neglects, without reasonable and urgent cause, to respond to the summons of the fire-ranger or other officer charged with the duty of forest fire protection, shall be guilty of an offence. R. S. 1925, c. 44, s. 155.

Destruc-
tion d'affi-
ches.

156. Quiconque, à dessein, déchire, endommage, efface ou enlève ou fait disparaître un avis, une affiche ou une enseigne du département ou de l'un de ses officiers comportant être donné en vertu de la loi ou des règlements concernant la protection des bois contre le feu, est coupable d'une infraction et est passible d'une amende d'au moins cinq dollars mais n'excédant pas vingt dollars, poursui-

156. Whosoever wilfully tears, damages, defaces, removes or pulls down any notice, poster or sign of the Department or of one of its officers, purporting to be given or posted up under the law or the regulations respecting the protection of forests against fire, shall be guilty of an offence, and liable to a fine of not less than five nor more than twenty dollars, and may be prosecuted, in conformity with

Peine.

Tearing
down no-
tices, etc.

Penalty.

Refusal to
assist.

Payment.

Summon-
ing assis-
tance.

Burning
matches,
etc.

vable, conformément aux articles 158 ou 161, selon le cas. S. R. 1925, c. 44, a. 156.

section 158 or 161, as the case may be. R. S. 1925, c. 44, s. 156.

Droit de passage.

157. Toute personne dûment employée à la protection des forêts contre l'incendie peut, dans l'exercice de ses fonctions, entrer et passer sur n'importe quel terrain. Quiconque empêche un employé du service de protection des forêts contre l'incendie de remplir ses fonctions, est coupable d'une infraction. S. R. 1925, c. 44, a. 157.

157. Every person, duly employed for the protection of the forests against fire, may, in the discharge of his duties, enter and pass over any land. Whosoever hinders any employee of the forest fire protection service in the performance of his duties shall be guilty of an offence. R. S. 1925, c. 44, s. 157.

Right of passage.

Hindrance.

Infraction.

Peines.

158. Quiconque contrevient aux articles 153, 154, 155 ou 157, selon le cas, devient passible, sur condamnation devant un juge de paix, d'une amende de pas moins de dix dollars mais n'excédant pas deux cents dollars, et, à défaut de paiement de cette amende et des frais de poursuite, avec ou sans délai, d'un emprisonnement dans la prison commune du district où il est condamné, pour une période de pas moins de trente jours et de pas plus de trois mois, à moins que cette amende et ces frais avec ceux de l'emprisonnement et du transport du délinquant à la prison, ne soient plus tôt payés, ou d'une condamnation à la détention dans cette prison, pour une période de pas moins de trente jours et de pas plus de trois mois. S. R. 1925, c. 44, a. 158.

158. Any person infringing section 153, 154, 155 or 157, as the case may be, shall be liable, upon conviction before any justice of the peace, to a fine of not less than ten nor more than two hundred dollars, and, on failure to pay the said fine and costs of suit, with or without delay, to be imprisoned in the common gaol of the district wherein he is convicted, for not less than thirty days nor more than three months, unless the said fine and costs of suit, together with the costs of his apprehension and conveyance to the said common gaol, be sooner paid, or to be imprisoned in the said common gaol for not less than thirty days nor more than three months. R. S. 1925, c. 44, s. 158.

General penalty.

Poursuite.

159. Toute personne majeure peut poursuivre toute contravention à la présente section; la moitié de l'amende appartient au poursuivant et l'autre moitié au gouvernement de cette province, pour former partie du fonds consolidé du revenu. S. R. 1925, c. 44, a. 159.

159. Any person of full age may take action for any offence against this division; and one-half of the fine shall belong to the complainant, and the other half to the Government to form part of the consolidated revenue fund. R. S. 1925, c. 44, s. 159.

Prosecution.

Prescription.

160. La poursuite doit être intentée dans le cours des six mois suivant la perpétration de l'infraction et non après. S. R. 1925, c. 44, a. 160.

160. Every such suit shall be commenced within the six months immediately following such offence, and not afterwards. R. S. 1925, c. 44, s. 160.

Prescription.

Pénalité imposée sur le champ.

161. Tout juge de paix, témoin de ses propres yeux, d'une infraction aux articles 153, 154, 155, 156 ou 157, selon le cas, peut infliger la pénalité sans autre preuve, et, pour les fins de ces articles, tout agent pour la vente des terres de la couronne, tout employé du département des terres et forêts, tout arpenteur, tout garde-feu et tout garde forestier employés par ce dé-

161. Any justice of the peace, who shall himself view any infringement of section 153, 154, 155, 156 or 157, as the case may be, may impose the penalty therefor without other proof, and, for the purposes of the said sections, all agents for the sale of Crown lands, all employees of the Department of Lands and Forests, all lands surveyors, and all forest and fire-

Imposing penalty on view.

partement, sont d'office juges de paix.
S. R. 1925, c. 44, a. 161.

rangers employed by the Department shall be *ex officio* justices of the peace.
R. S. 1925, c. 44, s. 161.

SECTION V

§ 1.—*Du reboisement*

Prime.

162. Quiconque reboise, à raison de mille arbres par acre, un terrain impropre à la culture lui appartenant, peut bénéficier de la prime qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, pourvu que la plantation ait été entretenue en bon état pendant une durée d'au moins cinq ans. S. R. 1925, c. 44, a. 162.

Règle-
ments.

163. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements concernant :

1° L'encouragement à donner sous forme de primes en argent ou de subsides en terres pour les travaux de reboisement;

2° Le nombre d'années durant lesquelles les plantations ainsi primées doivent être conservées avant d'y faire des coupes finales;

3° Les conditions à remplir par les personnes réclamant ces primes;

4° L'évaluation municipale des terrains reboisés et des plantations primées. S. R. 1925, c. 44, a. 163.

Évalua-
tion muni-
cipale.

164. Tant qu'on y conserve au moins trois cents arbres à l'acre, les terrains reboisés gardent, et ce, durant trente ans, l'évaluation qu'ils avaient avant la plantation; à l'expiration de cette période de trente ans, l'évaluation municipale de ces plantations, pourvu qu'elles restent à l'état de forêt, ne peut être modifiée que tous les dix ans. S. R. 1925, c. 44, a. 164.

Fête des
arbres.

165. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner par proclamation un ou plusieurs jours pour la cérémonie officielle de la plantation des arbres. Ces jours sont désignés sous le nom de "Fête des arbres". S. R. 1925, c. 44, a. 165.

Associa-
tions.

166. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer les règlements des sociétés organisées pour encourager et pro-

DIVISION V

§ 1.—*Reforestation*

162. Whosoever plants one thousand trees to the acre on land unfit for cultivation, belonging to him, may take advantage of the reward which the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix, provided that the plantation has been kept in good order for at least five years. R. S. 1925, c. 44, s. 162.

163. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations respecting:

1. The encouragement to be given by way of reward in money or in grants of lands for the work of tree-planting;

2. The number of years for which the plantations so rewarded shall be preserved before the final cutting;

3. The conditions which the persons claiming such rewards must fulfill;

4. The municipal valuation of reforested lands and plantations for which a reward has been given. R. S. 1925, c. 44, s. 163.

164. So long as at least three hundred trees to the acre are kept, lands replanted in trees shall retain, for a period of thirty years, the valuation which they had before the planting; at the expiration of such period of thirty years, the municipal valuation of such plantations, provided they remain as wooded land, can only be changed every ten years. R. S. 1925, c. 44, s. 164.

165. The Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, designate one or more days for the official ceremony of the planting of trees. Such days shall be known as "Arbor Days". R. S. 1925, c. 44, s. 165.

166. The Lieutenant-Governor in Council may determine regulations for associations organized for the encourage-

mouvoir le reboisement. S. R. 1925, c. 44, a. 166.

Régime forestier.

167. Tous les terrains reboisés bénéficiant d'une prime sont soumis au régime forestier. S. R. 1925, c. 44, a. 167.

Forêts privées.

168. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser des corps publics et des municipalités à acquérir des terrains pour en former des forêts particulières ou urbaines et à y exécuter des travaux de reboisement, pourvu que les propriétés ainsi acquises et améliorées soient aménagées pour en assurer la conservation. S. R. 1925, c. 44, a. 168.

Aide au reboisement.

169. Pour promouvoir, aider et encourager les travaux de reboisement, tels que la récolte des semences forestières, le maintien de pépinières, l'achat de terrains et leur reboisement, la distribution de plants, ainsi que la plantation d'arbres forestiers et d'ornement dans la province, le ministre des terres et forêts peut utiliser les sommes mises, chaque année, à sa disposition par la Législature pour le reboisement.

Budget.

Comptes.

Le ministre doit rendre compte chaque année de la gestion de ces fonds suivant le mode ordinaire. S. R. 1925, c. 44, a. 169; 5 Geo. VI, c. 6, a. 2.

§ 2.—*Disposition particulière concernant la coupe du bois dans les réserves forestières permanentes*

Autorisation.

170. Dans les forêts constituées en réserve forestière permanente, il ne peut être fait aucun défrichement, aucune coupe rase, aucune coupe extraordinaire quelconque, aucune vente de bois comportant une exploitation supérieure au chiffre des coupes ordinaires réglées par le plan d'aménagement, sans une autorisation spéciale du ministre.

Demande, etc.

Pour obtenir l'autorisation d'exploiter les chablis et les arbres morts à la suite d'incendies ou d'épidémies d'insectes ou de maladies cryptogamiques, le concessionnaire forestier doit adresser une demande au ministre et produire un plan indiquant l'étendue des forêts ainsi endommagées. S. R. 1925, c. 44, a. 170.

ment and promoting of tree-planting. R. S. 1925, c. 44, s. 166.

167. All lands reforested and receiving a reward shall be subject to forest laws. R. S. 1925, c. 44, s. 167.

168. The Lieutenant-Governor in Council may authorize public bodies and municipalities to acquire lands to form private or municipal forests, and to have the work of tree planting done therein, provided that the properties so acquired and improved be laid out so as to secure their preservation. R. S. 1925, c. 44, s. 168.

169. In order to promote, aid and encourage reforestation works, such as the gathering of forest seeds, maintenance of nurseries, purchase of lands and their reforestation, the distribution of plants, as well as the planting of forest and ornamental trees in the Province, the Minister of Lands and Forests may use the sums placed, each year, at his disposal by the Legislature for reforestation.

The Minister shall, in the usual manner, render an account each year of the administration of such funds. R. S. 1925, c. 44, s. 169; 5 Geo. VI, c. 6, s. 2.

§ 2.—*Special Provisions respecting the Cutting of Timber on Permanent Forest Reserves*

170. In any forest constituted into a permanent forest reserve, no clearing, no clean cutting, no extraordinary cutting whatever, and no sale of timber involving an operation beyond the figure for ordinary cuttings provided by the plan of management, may be made, without a special authorization from the Minister.

To obtain authorization to lumber wind-falls and trees killed as a result of fires or epidemics of insects or of cryptogamic disease, the timber-limit holder must apply to the Minister and produce a plan showing the extent of forest so damaged. R. S. 1925, c. 44, s. 170.

FORMULES

FORMS

1.—(Article 120)

1—(Section 120)

Demande de permis pour couper du bois

Declaration for License to cut Fire-Wood, Building-Timber, etc.

Je, _____, de la _____, comté de _____, déclare:
 1. J'ai besoin de bois de chauffage (ou de bois de construction pour mes maison, bâtiments et clôtures ou selon le cas), et je ne puis m'en procurer chez moi;
 2. Je désire couper ce bois sur les terres de la couronne, exclusivement pour mon usage personnel et non pour en faire commerce;
 3. La quantité de bois de chauffage dont j'ai besoin pour cette année est de _____ cordes (ou s'il s'agit de bois de construction: La quantité de bois dont j'ai besoin est de _____ pieds).

I _____ of the _____ county of _____ declare:
 1. I need fire-wood (or lumber for constructing my house, buildings or fences, or as the case may be) and I cannot get any on my own land;
 2. I wish to cut such timber on Crown lands, for my own use exclusively and not for purposes of trade;
 3. The quantity of fire-wood I need this year is _____ cords (or, in the case of building-timber: The quantity of lumber I require is _____ feet).

Et j'ai signé.

And I have signed.

Assermenté devant moi,
 à _____, ce _____ jour de _____ 19 _____.
 A. B.,
 Agent des terres.
 Agence de _____ } C. D.

Sworn before me at
 this _____ day of _____, 19 _____.
 A. B.,
 Crown Lands' Agent,
 Agency. } C. D.

S. R. 1925, c. 44, formule 1.

R. S. 1925, c. 44, form 1.

2.—(Article 124)

2—(Section 124)

Permis de brûler émis en vertu de la Loi des terres et forêts

Permit to Burn issued under the Lands and Forests Act

(Localité.) _____ No. _____
 (Date.) _____
 Les présentes autorisent M. _____, propriétaire du lot _____, rang _____, canton de _____, dans le comté de _____, à mettre le feu à son (ou ses) abatis sur le lot ci-dessus mentionné entre le jour de _____ 19 _____. et le jour de _____ 19 _____.
 (Signature.)
 Ministre des terres et forêts (ou officier autorisé ou garde-feu ou inspecteur agraire pour la municipalité de _____, selon le cas).

(Place.) _____ No. _____
 (Date.) _____
 These presents authorize Mr. _____ of _____ township of _____ county of _____ to burn his slash or slashes on the lot above mentioned between the day of _____ 19 _____. and the day of _____ 19 _____.
 (Signed.)
 Minister of Lands and Forests (or authorized officer or fire-ranger or rural inspector for the municipality of _____, as the case may be).

NOTE.—Le présent permis peut être révoqué en tout temps.

Le présent permis n'autorise pas de mettre le feu à l'époque ci-dessus mentionnée, quand un fort vent souffle alors et que les circonstances peuvent faciliter un incendie en dehors des limites fixées.

L'officier qui accorde le permis doit déterminer les précautions à prendre dans les circonstances spéciales de chaque cas.

Les matières qui sont destinées à être brûlées doivent être mises en tas ou en rangées à une distance d'au moins cinquante pieds de la forêt et il est du devoir du porteur du permis de rester sur les lieux, quand il met le feu, jusqu'à ce que les feux soient complètement éteints.

L'officier doit aussi expliquer les dispositions de la loi au porteur du permis et les responsabilités qu'il peut encourir en vertu d'icelles.

S. R. 1925, c. 44, formule 2.

NOTE.—This permit may be revoked at any time.

This permit does not authorize fire to be set during the period above mentioned while a strong wind is blowing and sparks might cause the breaking out of a fire outside the boundaries specified.

The officer granting the permit must define the precautions to be taken under the special circumstances of each case.

The material intended to be burned must be piled up in heaps or rows at a distance of at least fifty feet from the forest, and the holder of the permit must remain on the spot from the time he starts the fire until the fire is completely extinguished.

The officer must also explain the provisions of the law to the holder of the permit, as well as the responsibility he may incur under the same.

R. S. 1925, c. 44, form 2.

3.—(Article 124)

Révocation du permis de brûler émis en vertu de la Loi des terres et forêts

(Localité.)
A M.
(Adresse.)

Avis vous est donné que le permis de brûler No. _____ qui vous a été émis le jour de _____ 19____ pour les fins mentionnées sur ce permis est révoqué, et que vous êtes requis par les présentes d'éteindre tous les feux que vous avez allumés en vertu de ce permis.

(Signature.)

Ministre des terres et forêts
(ou officier autorisé ou garde-feu ou inspecteur agraire pour la municipalité de—, selon le cas).

S. R. 1925, c. 44, formule 3.

3.—(Section 124)

Revocation of a Permit to Burn issued under the Quebec Lands and Forests Act

No.
(Place.)
To Mr.
(Date.)
(Address.)

Take notice that the permit to burn No. _____ issued to you on the _____ day of _____ 19____, for the purpose mentioned in such permit is revoked, and you are hereby required to extinguish all the fires you have lighted under this permit.

(Signed.)

Minister of Lands and Forests
(or authorized officer or fire-ranger or rural inspector for the municipality of _____ as the case may be).

R. S. 1925, c. 44, form 3.